



Centre Français de Recherche sur le Renseignement

LA MENACE IRANIENNE

Rapport de Recherche n°5 - Janvier 2007

17 Square Edouard VII, 75009 Paris - France

Tél. : 33 1 53 43 92 44 Fax : 33 1 53 43 92 92 www.cf2r.org

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

SIRET n° 453 441 602 000 19

LA MENACE IRANIENNE

Alain Rodier

Rapport de Recherche n°5 - Janvier 2007

PRÉSENTATION DU CF2R

Fondé en 2000, le CENTRE FRANÇAIS DE RECHERCHE SUR LE RENSEIGNEMENT (CF2R) est un Think Tank indépendant, régi par loi de 1901, spécialisé sur l'étude de l'ensemble des domaines historiques, techniques et politiques du renseignement.

Le CF2R dispose d'une vingtaine de chercheurs associés. Tous sont experts en leur domaine et disposent à la fois de compétences académiques reconnues et d'une véritable expérience de terrain.

Afin de couvrir l'ensemble de domaines du renseignement, le CF2R est structuré en plusieurs commissions :

- Histoire du renseignement,
- Fonctionnement du renseignement,
- Renseignement technique et nouvelles technologies,
- Opérations spéciales,
- Actions psychologiques et désinformation,
- Privatisation des activités de renseignement et de sécurité,
- Intelligence économique et influence,
- Drogue, criminalité et mafias,
- Terrorisme et islamisme.

Autour de ces thèmes, le CF2R développe :

- des activités de réflexion et de recherche ;
- des actions de sensibilisation à l'intention de la presse, des parlementaires, des universités et des décideurs économiques ;
- des publications, pour l'information du grand public,
- des études et des formations, à la demande de clients divers,
- un diplôme universitaire de 3^e cycle « Etude du renseignement », en partenariat avec l'université Montesquieu Bordeaux IV.

Chaque année, le CF2R décerne deux prix universitaires qui récompensent les meilleurs travaux académiques francophones consacrés au renseignement.

- Le "Prix Jeune chercheur" prime un mémoire de fin d'étude (Maîtrise, DEA, Mastère, DESS).
 - Le "Prix universitaire" récompense une thèse de doctorat.
 - Les publications du CF2R comprennent :
 - des notes d'actualité ou de réflexion rédigées régulièrement par ses experts (www.cf2r.org),
 - des rapports de recherche spécialisés, disponibles sur son site internet (www.cf2r.org),
 - le bulletin électronique hebdomadaire *Renseignor* (Renseignement ouvert par l'écoute des programmes radiophoniques étrangers en langue française),
 - la revue quadrimestrielle *Renseignement et opérations spéciales* (180 pages) (éditions L'Harmattan),
 - la collection *Culture du renseignement* (éditions L'Harmattan),
-

- ainsi que divers ouvrages collectifs (éditions Ellipses).
Enfin le CF2R développe des partenariats avec des centres de recherches français et étrangers, ainsi qu'avec le projet SPYLAND (parc d'attractions consacré au monde du renseignement).

Les rapports de recherche du CF2R

- Rapport de recherche n°4, Nathalie Cettina, *Spécificités de la gestion organisationnelle de la lutte antiterroriste en Corse*, mars 2006.
 - Rapport de recherche n°3 (en anglais), Général Alain Lamballe, *Terrorism in South Asia*, novembre 2005.
 - Rapport de recherche n°2, Michel Nesterenko, *Project for a New American Century : la politique des Néoconservateurs derrière la guerre contre la terreur*, octobre 2005.
 - Rapport de recherche n°1, Eric Denécé, *Le développement de l'islam fondamentaliste en France : conséquences sécuritaires, économiques et sociales*, septembre 2005.
-

CF2R PRESENTATION

Founded in 2000, the CENTRE FRANÇAIS DE RECHERCHE SUR LE RENSEIGNEMENT (CF2R) (French Center for Intelligence Studies) is an independent non-governmental Think-Tank. The center specialises in the history, techniques and politics of intelligence. Around these broad themes, the CR2R develops:

- Research activities and workshops, which are provided exclusively to its active members (lunch-conferences, working groups) ;
- Sensitisation activities aimed for the media, members of parliament, universities and economic decision-makers ;
- Publications addressed to the general public ;
- Studies and training sessions provided according to clients, needs and requests;

In this perspective, the CF2R is structured into different commissions:

- Intelligence History,
- Intelligence Management,
- Technical intelligence and intelligence technologies,
- Special and covert operations,
- Psychological operations and deception,
- Private military companies and mercenary activities
- Competitive intelligence and influence,
- Drugs, criminality and mafias,
- Terrorism and Islamic extremism

In parallel, the CF2R conducts regional studies and research, allowing a follow-up on a number of geopolitical situations.

The CF2R has at its disposal around thirty Associate Researchers. All are researchers in their own field of expertise and have both reckoned scholar competencies as well as real hands-on experiences. They get involved in a particular project depending on their speciality, availability, and the security level required by the project.

Some of the CF2R's publications include :

- News reports and research papers written by experts on a regular basis,
- Quarterly issued magazine, *Renseignement et Opérations Spéciales* (180 pages, L'Harmattan editor),
- Weekly electronic bulletin, *Renseignor*, (Open Sources Broadcast Intelligence gathered from foreign radio programs in French),
- The collection *Culture du Renseignement*, (L'Harmattan editor),
- In addition, many collective books (Ellipses editor).

Finally, the CF2R develops partnerships with French as well as foreign research centers and is closely associated to the SPYLAND project, an amusement park dedicated to the world of intelligence.

CF2R Research Papers

- RR 4, Nathalie Cettina, Organizational Management of Antiterrorism in France : the Corsican's Case (in french only).
 - RR 3, Brigadier-General Alain Lamballe, Terrorism in South Asia (in English, with french summary).
 - RR 2, Michel Nesterenko, Project for a New American Century : Neocons' Strategy behind the War on Terror (in French, with english summary).
 - RR 1, Eric Denécé, Radical Islamism's Development in France : Security, Social and Economic Consequences (in French, with english summary).
-

RESUMÉ

LA MENACE IRANIENNE

L'Iran représente aujourd'hui une menace de premier ordre. Ses dirigeants ont décidé de se doter d'un arsenal nucléaire afin de sanctuariser le régime des mollahs. Le prétexte avancé de vouloir développer une industrie nucléaire civile pour se fournir en énergie constitue un leurre grossier. D'une part, les Européens ont proposé d'aider l'Iran à construire des centrales nucléaires qui pourraient répondre à ses besoins énergétiques ultérieurs. D'autre part, le pays ne court aucun risque de pénurie énergétique car il possède 11,4 % des réserves mondiales de pétrole et 14,8 % de celles de gaz.

C'est pour cette raison que les Américains et les Israéliens envisageraient d'intervenir militairement avant que le programme militaire iranien soit conduit à son terme, afin de renverser ce qu'ils considèrent comme une dictature religieuse expansionniste.

Mais la chose est loin d'être aisée, d'autant que l'expérience irakienne ne constitue pas un précédent particulièrement heureux. L'Iran n'est pas l'Irak. Fort de 69 millions d'habitants, il est doté d'une armée puissante même si une partie de ses matériels sont obsolètes.

Surtout, conscients de leurs forces et de leurs faiblesses, les stratèges iraniens ont tiré les leçons des derniers conflits et ont mis au point une stratégie défensive « asymétrique » afin de dissuader tout agresseur.

A la différence de l'Irak, le conflit ne se cantonnerait pas uniquement au seul territoire iranien, mais s'étendrait à l'ensemble du Moyen-Orient. En effet, les vecteurs iraniens, sont capables de délivrer des charges classiques sur toutes les grandes villes de la région. L'Etat d'Israël et les installations militaires américaines dans la région seraient les premiers visés par ces frappes de représailles.

Téhéran tenterait également d'interdire la navigation civile dans le golfe Persique, perturbant les exportations de pétrole des Emirats arabes unis et d'Arabie saoudite. Il est probable que les principales installations pétrolières seraient aussi la cible de frappes de manière à désorganiser au maximum l'économie mondiale. Des attentats d'envergure auraient également lieu dans divers Etats, particulièrement au sein même des pays agresseurs et de leurs alliés.

Les services secrets iraniens jouent aujourd'hui un rôle essentiel afin de préparer l'ensemble de ces actions offensives prévues à l'étranger. Si le ministère du Renseignement et de la Sécurité (VEVAK) a en charge le recueil et l'analyse des renseignements indispensables à ces opérations, les Pasdarans sont chargés du volet « action » de cette stratégie.

La véritable guerre engagée par le Hezbollah contre Israël au cours de l'été 2006 annonce ce que pourraient faire d'autres mouvements armés soutenus par Téhéran en cas de déclenchement des hostilités, partout au Moyen-Orient.

SUMMARY

THE IRANIAN THREAT

Today, Iran represents today a first-rate threat. Its leaders decided to equip themselves with a nuclear arsenal in order to protect mollah's regime. The so-called will to develop a civil nuclear industry to provide this country with energy is only a pretext. Europeans offered to help Iran build nuclear thermal power stations which could meet its energy needs. But in fact, Iran does not run any risk of energy shortage because it owns 11,4% of the world's oil reserves and 14,9% of those of gaz.

For this reason, the Americans and the Israelis would plan a military action before the Iranian military nuclear program is led to its term in order to overthrow what they regard as being an expansionist religious dictatorship.

But this is far from being an easy operation, the more so as the Iraqi experience does not constitute a particularly happy precedent. Iran is not Iraq. Its 69 million inhabitants (against 25,4 million Iraqis) are equipped with a powerful army even if some of its armaments are obsolete. Especially, conscious of their strengths and weaknesses, the Iranian strategists learned the lessons from the last conflicts and developed a strategy known as "asymmetrical war" in order to dissuade any attacker.

Unlike Iraq, the conflict would not be confined solely within the Iranian territory but would extend to the whole Middle East. Indeed, the Iranian vectors are able to deliver traditional loads over all the large cities of the area. The State of Israel and the American military installations in the area would be the first targeted by these retaliation strikes. Teheran would also try to prohibit civil navigation in the Persian Gulf, disturbing United Arab Emirates and Saudi Arabia oil exports. It is possible that the main oil plants would also be the targets of strikes to disorganize at the maximum the world economy. Huge attacks would also take place in various countries, particularly within those of the attackers and their allies.

The Iranian secret service plays an essential role today in order preparing the overall offensive actions envisaged abroad. If the Ministry for the Information and Security (VEVAK) essential mission is to collect and analyse information essential to the operations, Pasdarans are in charge with uncover "actions" of this strategy.

The war engaged by Hezbollah against Israel, during summer 2006, announces what could be done by other armed movements supported by Teheran, everywhere in the Middle East, in the event of the start of hostilities.

PRÉSENTATION DE L'AUTEUR

Alain Rodier est directeur de recherche au sein du CENTRE FRANÇAIS DE RECHERCHE SUR LE RENSEIGNEMENT (CF2R), chargé du terrorisme d'origine islamique et de la criminalité organisée transnationale.

Ancien officier supérieur des services de renseignement, il cumule les connaissances de l'homme de terrain qu'il fut et les compétences du spécialiste dans le domaine du terrorisme d'origine islamique qu'il demeure.

Alain Rodier est l'auteur d'*Al-Qaida, les connexions mondiales du terrorisme* (Ellipses). Il a également contribué à la rédaction des deux ouvrages collectifs du CF2R (*Guerre secrète contre Al-Qaeda* et *Al-Qaeda : les nouveaux réseaux de la terreur*) et est l'auteur de nombreux articles sur ces sujets dans des revues spécialisées. Il est également conférencier dans le domaine de l'évaluation des risques contemporains auprès de grands organismes institutionnels et enseigne dans plusieurs instituts d'enseignement supérieur.

Alain Rodier connaît parfaitement la nature de la menace iranienne dont il suit l'évolution depuis plus de vingt ans. Ses activités professionnelles passées l'ont amené être en contact avec des membres des forces armées iraniennes et des Pasdarans comme avec des opposants au régime de Téhéran.

AUTHOR'S BIOGRAPHY

Alain Rodier is a Research Director at the CENTRE FRANÇAIS DE RECHERCHE SUR LE RENSEIGNEMENT (CF2R) (French Center for Intelligence Studies), in charge of islamic terrorism and transnational organized crime issues.

Former senior officer of the French Intelligence Services, he cumulates the knowledge of the field officer he once was, and competencies of the specialist in the islamic terrorism matters he remains.

Alain Rodier is the author of *Al-Qaida, les connexions mondiales du terrorisme* (Al-Qaeda, World Connexions of Terrorism) (Ellipses, Paris, 2006). He also contributed to the writing of the two CF2R collective books *Guerre secrète contre Al-Qaeda* (Secret War Against Al-Qaeda) and *Al-Qaeda : les nouveaux réseaux de la terreur* (Al-Qaeda : the New Networks of Terror) and he is the author of numerous articles concerning these issues in specialized magazines. He is also lecturer in the field of evaluation of contemporary risks within great institutional organisations and teaches in several higher education institutes.

Alain Rodier is well aware of the Iranian threat of which he has been following the evolution for more than twenty years. His previous occupations led him to get in contact with the Iranian armed forces and Pasdarans as well as with opponents to the Teheran regime.

SOMMAIRE

PRÉAMBULE

L'expansionnisme iranien : une posture destinée à régler les problèmes intérieurs 11

LA MENACE CONVENTIONNELLE..... 13

Organisation de la défense iranienne..... 13

Ordre de bataille des forces armées iraniennes 15

Stratégie d'action..... 19

LA MENACE NON-CONVENTIONNELLE..... 20

Le ministère du Renseignement et de la Sécurité (VEVAK)..... 20

Le Hezbollah, bras armé de Téhéran à l'étranger..... 25

LA « MENACE » NUCLÉAIRE 31

L'avancement du programme nucléaire..... 31

ENSEIGNEMENTS..... 35

ANNEXES 37

PRÉAMBULE

L'expansionnisme iranien : une posture destinée à régler les problèmes intérieurs

Depuis l'arrivée au pouvoir en 1995 du président ultra-conservateur Mahmoud Ahmadinejad, la tension ne cesse de croître entre Téhéran et Washington. Aux déclarations du président Bush, qui dit n'écarter aucune option pour contrer le programme de développement nucléaire de l'Iran qu'il désigne comme un « poste avancé de la tyrannie », Téhéran réplique qu'en cas d'agression militaire de son territoire ou d'un pays ami - on pense immédiatement à la Syrie - , il réagira dans le quart d'heure qui suit. Le président Ahmadinejad rajoute de l'huile sur le feu en déclarant publiquement à de nombreuses reprises que « l'Etat d'Israël doit être rayé de la carte ». En août 2006, en plein conflit israélo-libanais, il réitère ses provocations en affirmant que « la destruction d'Israël est la solution à la crise au Proche-Orient ». Ne reculant devant rien, il va même jusqu'à nier la réalité de l'Holocauste en prétendant que c'est ce « mensonge » qui a obligé les Occidentaux à créer l'Etat d'Israël ! En décembre 2006, il organise un colloque international où se retrouvent des négationnistes célèbres ainsi que quelques juifs ultra orthodoxes anti-sionistes. Sa défaite à l'occasion des dernières élections de décembre 2006, véritable « désaveu populaire », devrait le pousser encore plus vers le radicalisme.

Politiquement, le président Ahmadinejad ne serait qu'un « pantin » manipulé par le guide suprême de la révolution : l'ayatollah Ali Hoseini Khamenei. C'est donc ce dernier qui est entièrement responsable de la situation explosive actuelle. Conscient des nombreuses difficultés internes que traverse aujourd'hui l'Iran, Khamenei est bien décidé à se doter de l'arme nucléaire qui constitue, à terme, la seule garantie viable quant à la pérennité du régime. La grande crainte des mollahs est le déclenchement d'une intervention militaire extérieure qui, épaulée par des révoltes intérieures - à l'image de ce qu'est parvenu à faire l'« Alliance du Nord » en Afghanistan, fin 2001 - pourrait mettre en péril le régime des mollahs.

En effet, l'Iran connaît actuellement une crise économique de grande ampleur, des velléités séparatistes fomentées par diverses minorités - arabes, kurdes, azéris et baloutches¹ - et une contestation de plus en plus virulente des milieux intellectuels et estudiantins.

En août 2005, les nominations de Mostapha Pour-Mohammadi, au poste de ministre de l'Intérieur, et de Gholam Hossein Mohseni Ejehei, à la tête des services de renseignement,

¹ Des actes de terrorisme ont d'ailleurs lieu régulièrement dans le pays sans que la presse internationale ne s'en fasse l'écho.

tous deux considérés comme des durs, laissaient mal augurer de la suite de la politique de relative libéralisation initiée dans le pays par le gouvernement précédent. Celle d'Ali Larijani au poste de secrétaire du Conseil suprême de la Sécurité nationale - organisme qui a, entre autres, en charge le développement du programme atomique iranien - a été également un signe fort. En effet, il est considéré comme un ultra qui n'est prêt à aucune concession. Il en est de même pour Manouchehr Mottaki qui est devenu le chef de la diplomatie². Ainsi, les négociations menées par les Européens et les Russes concernant le développement du programme nucléaire iranien ont purement et simplement échoué.

L'option choisie de l'indépendance nucléaire semble galvaniser le peuple au-delà des clivages politiques ou ethniques. Il n'y a rien de tel que de se trouver un ennemi commun - les Occidentaux - pour réunifier un électorat. De plus, pour Téhéran, devenir une puissance nucléaire changerait considérablement la donne dans la région, conférant à l'Iran une importance stratégique majeure, pouvant contrebalancer celle des Etats-Unis très mal ressentie par les populations locales, en raison du soutien inconditionnel apporté par Washington à Israël.

La question d'une éventuelle action militaire préventive américaine, avec ou sans l'aval de l'ONU, se pose donc de plus en plus. Les forces armées iraniennes ne paraissent pas être actuellement en mesure de s'opposer sérieusement à une action militaire de grande ampleur que pourrait déclencher Washington en coopération avec Israël, voire avec le soutien de ses alliés traditionnels, la Grande-Bretagne et l'Australie. Cependant, le problème reste extrêmement compliqué, l'Iran n'est pas l'Irak et les forces américaines atteignent aujourd'hui leur seuil de déploiement maximum.

C'est pour cela qu'il convient d'analyser dans le détail le niveau actuel de la menace iranienne, dans ses trois composantes conventionnelle, non-conventionnelle et nucléaire.

² En Iran, le rôle du ministre des Affaires étrangères est essentiellement représentatif : les Affaires étrangères sont directement du ressort du guide suprême de la révolution, l'Ayatollah Khamenei.

LA MENACE CONVENTIONNELLE

L'Iran représente une puissance militaire qu'il convient de ne pas sous-estimer. Toutefois, ses matériels classiques sont dans leur grande majorité vétustes et nombre d'entre eux ne sont plus opérationnels faute de pièces de rechange. Les membres des forces armées, en particulier les pilotes, manquent cruellement d'entraînement. Seuls les Pasdarans sont psychologiquement prêts à se battre avec fanatisme, et pour certains avec l'expérience qui leur est reconnue, particulièrement dans le domaine de la guerre secrète. Face à une menace d'intervention américaine, les forces armées iraniennes se préparent donc à un conflit asymétrique

Organisation de la défense iranienne

Le Conseil Suprême de la Défense (CSD)

Selon l'article 110 de la Constitution de la République islamique d'Iran de 1979, le CSD ou « *Faqih* » est directement placé sous l'autorité du guide suprême de la révolution, l'ayatollah Khamenei. Il a la possibilité de proposer toute déclaration de guerre, de mobiliser les forces armées, de désigner les chefs des différentes armées et des Pasdarans. Les plans stratégiques et la politique de défense sont de son ressort. Il a également un rôle de contrôle de la défense à tous les niveaux et peut imposer à tout moment un droit de veto.

Le guide suprême de la révolution délègue la direction du CSD au président de la république mais se réserve le rôle de décideur final. Les autres membres siégeant au CSD sont le Premier ministre, le ministre de la Défense, le chef d'état-major général et le commandant en chef des Pasdarans. Lors des réunions, selon les sujets inscrits à l'ordre du jour, d'autres responsables peuvent être invités : le ministre de l'Intérieur, le ministre des Affaires étrangères, le ministre des Gardiens de la révolution, etc. Le CSD est surveillé par deux proches conseillers du guide suprême de la révolution.

Le Conseil Suprême de la Sécurité Nationale (CSSN)

Selon l'article 177 de la Constitution, le CSSN a en charge :

- de déterminer la politique de sécurité et de défense du pays ;
 - de coordonner les activités politiques, sociales, culturelles, économiques et le renseignement en vue de respecter la politique de sécurité et de défense du pays ;
 - de gérer les ressources du pays afin de faire face aux menaces intérieures et extérieures.
-

A cette fin, des sous-comités spécialisés ont été créés.

Le chef du CSSN est Ali Larinaji ; son adjoint est Rahmani-Fazli. Le porte-parole du CSSN est Hussein Entezami.

Le ministère de la Défense et de la Logistique des forces armées (MDLFA)

Depuis le début 2006, le ministre de la Défense est Moustafa Mohamed Najjar. Il semble que le MDLFA ait surtout un rôle logistique, laissant les décisions politiques au CSSN et la conduite des opérations à l'état-major général.

De nombreux « hommes d'affaires » internationaux apportent leur soutien logistique aux forces armées iraniennes. Ainsi, des Géorgiens auraient participé à la mise à niveau des MIG-25, des Indiens à celle des MIG-29 et des chars T 72, des Israéliens auraient fourni des pièces de rechange pour les transports de troupes blindés M-113, des Américains auraient fait de même pour d'autres pièces de rechange. Ces personnes - qui peuvent être considérées comme des trafiquants - agissent en free-lance sans l'autorisation de leurs gouvernements respectifs. Par contre, les pays qui apportent une aide officielle sont : la Corée du Nord, la Chine, l'Ukraine, la Syrie, la Libye et, dans une moindre mesure, la Russie.

L'état-major général

Les forces armées iraniennes (*Artesh*) sont placées sous le commandement du major-général Ataollah Salehi. Son chef d'état-major est le major-général Hussein Firuz Abadi, un ancien membre des Pasdarans, jugé comme proche du président Ahmadinejad. La gendarmerie, la police nationale, les Pasdarans, les services juridiques et les inspecteurs généraux sont également subordonnés à l'état-major général.

L'état-major général comporte plusieurs organismes :

- le J1 chargé du personnel et de l'administration ;
- le J2 s'occupe du renseignement et de la sécurité. Ses capacités semblent douteuses, cependant, il bénéficie du satellite d'observation *Sinah-1* ayant une résolution de 50 m³ ;
- le J3 a en charge l'entraînement, les opérations et les communications ;
- le J4 s'occupe de la logistique et du soutien ;
- le J5 est chargé des liaisons avec les organisations non militarisées.

Le service militaire obligatoire dure 18 mois et s'effectue soit dans l'armée régulière, soit au sein des Pasdarans. 350 000 militaires sont des professionnels. L'âge minimum pour s'engager est de 16 ans, mais peut être abaissé en cas de besoin. Lors du conflit Iran-Irak, on a vu des enfants-soldats de dix ans ! L'âge de la conscription obligatoire est de 18 ans et, théoriquement, les soldats sont rappelables jusqu'à 49 ans, mais cette limite peut également être repoussée en cas de besoin.

³ L'Iran doit se doter de plusieurs autres satellites : le Safir 313 (production locale), le Mesbah (en coopération avec l'Italie), le SMMS (en coopération avec la Chine et la Thaïlande) et le Zohreh (satellite de communications russe). Seul le SMMS aurait des capacités de renseignement.

Ordre de bataille des forces armées iraniennes

L'armée de terre

L'armée de terre, commandée par le brigadier-général Mohamed Hussein Dadrass est forte de 350 000 hommes dont 220 000 appelés. Elle est organisée en 4 corps d'armée regroupant 4 divisions blindées, 2 divisions d'infanterie mécanisée, 5 divisions d'infanterie, des unités diverses de la taille de la brigade, 5 divisions d'artillerie, une division du génie et un groupe aéromobile. En cas de mobilisation, elle peut bénéficier d'un renfort de 350 000 réservistes.

La répartition des grandes unités entre les quatre commandements régionaux est la suivante :

<i>Zone Sud Dezful</i>	<i>Zone Nord Reyayieh</i>	<i>Zone Ouest Kermanshah</i>	<i>Zone Est Birjand</i>
92° div blindée	28° div mécanisée	18° div blindée	88° div blindée
81° div blindée	64° div d'infanterie	84° div mécanisée	30° div d'infanterie
45° brigade commando	40° division d'infanterie	58° div d'infanterie	77° div d'infanterie
	25° brigade commando	35° brigade commando	
	11° div d'artillerie	22° div d'artillerie	
		23° div d'artillerie	
		44° div d'artillerie	
		55° div d'artillerie	
		441° div du génie	

Le groupe aéromobile basé à Téhéran est composé de la 55° division parachutiste et de la 23° division des forces spéciales dont les personnels sont en majorité de carrière.

Les matériels sont nombreux mais très disparates - ce qui crée de considérables difficultés au niveau de l'instruction des servants - et certains manquent cruellement de pièces de rechange. Seules les 92° division blindée, 28° et 84° divisions mécanisées disposent de leur dotation complète en matériels.

L'armée de terre iranienne compte environ 1 600 chars de bataille T 72 (dont la majorité sont fabriqués localement sous licence), T 62, T 54/55/M 77, Chieftain Mk3/5, M-60 A1, M 47, Zulkifar (un char de fabrication locale) ; 1965 véhicules blindés divers (Scorpion, EE-9 Cascavel, BMP-1, BMP-2, BTR 50/60, M-113 A1/A2, Boragh, un véhicule de transport de troupes de fabrication locale) ; 3 284 pièces d'artillerie ; 50 hélicoptères d'attaque AH-1J, 173 hélicoptères de transport (CH-47C, Bell 214, AB-205A, AB-206, MI-8/17) et 17 avions divers (Cessna 185, F-27, Turbo Commander 690, Falcon 20).

L'armée de l'air

L'armée de l'air est dirigée par le brigadier-général Amad Miqani. Ses effectifs sont de 52 000 hommes.

18 bases sont opérationnelles en temps de paix : Ahvaz, Bandar Abbas, Birjand, Bushehr, Chan Bahar, Dezful, Doshan Tapeh (Téhéran), Ghaleh Morghi (Téhéran), Hamadan, Isfahan, Kerman, Kharg, Mashhad, Mehrabad (Téhéran), Qeshm, Shiraz, Tabriz et Zahedan. En cas de guerre, de nombreux autres aérodromes pourraient accueillir des appareils militaires.

L'armée de l'air est forte de huit escadrons ayant des capacités de défense aérienne et d'appui au sol, d'un escadron de reconnaissance, de deux escadrons de ravitaillement et de cinq escadrons de transport.

Elle posséderait actuellement plus de 200 chasseurs-bombardiers opérationnels (39 F-4D/E / RF-4E Phantom, 45 F-5E/F Tiger II, 20 F-14A Tomcat, 24 F-7, 35 MIG-29A/UB, SU-25, 7 Su-27K, 25 Su-24MK, 15 Mig-23, 25 Mirage F1, 36 Azarakhsh de fabrication locale) ; d'une centaine d'appareils divers (An-140, 5 RF-4E, 5 RF-5, 10 IL-76MD, 3 Boeing 707, 5 Boeing 747, 18 C-130E/H, 3 Boeing KC-707 ravitailleurs, 1 Boeing 727, 3 Aero Commander 690, 10 Fokker F-27 400M/600, 2 Falcon 20, 1 Jetstar, 10 PC-6B, 14 Y-7, 9 Y-12 II, 12 AN-74) et de 180 avions d'entraînement.

De plus, des rumeurs non confirmées font état de la présence en Iran de 10 F-8M *Finback*, de 7 Tu-22 M, de 19 MIG-27 et de quelques MIG-31. D'autre part, Téhéran aurait commandé un nombre non déterminé de chasseurs multifonctions « Super-7 » chinois. Enfin, deux avions d'entraînement sont actuellement en développement localement : le *Dorneh* et le *Parastu*.

L'armée de l'air met aussi en œuvre 340 hélicoptères opérationnels de modèles différents.

La défense anti-aérienne dépend de l'armée de l'air. A cet effet, elle dispose de 15 000 hommes. Cependant, faute de moyens suffisants, la couverture totale du territoire n'est pas assurée. De plus, il n'existe pas de commandement unifié où les informations recueillies peuvent être centralisées. En conséquence, seuls les sites qualifiés de sensibles sont correctement protégés.

Les matériels répertoriés sont les suivants : radars JY-14 et AR-3D ; 50 SA-2 Guideline, 10 SA-5 Gammon, 50 SA-6/HQ-2J Gainful, 15 Hawk, 30 Rapier, 10 HQ-7 / FM 80 (chinois), 50 RBS-70, 24 Skyguard ADS (un système mixte canons-missiles), 15 Tigercat et un nombre non déterminé de Shahab Thaqeb de fabrication locale. La défense anti-aérienne comprend également 940 pièces d'artillerie allant des calibres 23 à 57 mm.

Téhéran tente actuellement d'acquérir auprès de la Russie des SA 10 (S-300), 7 batteries de 4 lanceurs TOR-M1 (SA-15), des SA-16 Igla et des S-300 PMU. Elle possède déjà un certain nombre de missiles anti-aériens portables : 325 SA-16 Igla, Stiner FIM-92A, SA 7 Grail. De manière à pallier aux critiques américaines, Moscou explique que les armements demandés n'ont qu'un rôle purement défensif.

La marine

Placée sous les ordres du vice-amiral Sajjad Kouchaki Qavami, la marine comprend 18 000 hommes dont 2 600 fusiliers marins et 2 600 aviateurs.

Cinq zones maritimes ont été définies : trois sur le golfe Persique (Bandar Abbas, Busher et Khark), une sur la mer Caspienne (Bandar Anzali) et une sur l'océan Indien (Chah Bahar). Bandar Abbas est la base navale la plus importante. Les autres sont Bandar Anzali, Bandar Khomeini, Bandar Lengeh, Bushehr, Chahbahar, Jask et les îles de Farsi et de Kharg.

La majorité des navires sont anciens, mal entretenus par manque de pièces de rechange et peu opérationnels. La seule menace réelle qu'ils peuvent représenter est de s'attaquer à des navires civils ou de miner le détroit d'Ormuz.

La flotte possède encore quelques navires relativement opérationnels : 3 frégates Alvand (Vosper Mk5, GB), 2 corvettes Bayandor (PF-103, USA), 25 navires lance missiles (10 China Cat-14, 10 Houdong et 10 Kaman, modèle Combattante II), 25 vedettes rapides lance torpilles (10 Tir, 10 Peykaap, 2 Teedong B, 3 Teedong C, ces deux dernières modèles étant des navires semi-submersibles), 3 navires de patrouille côtière (Parvin), 41 navires de patrouille fluviale, 2 poseurs de mines (Hejaz LST), 5 chasseurs de mines hors d'âge, 19 navires de transport et 25 navires de soutien. Des navires sont en construction dans les chantiers navals de Bandar Abbas : des Sina 1 de type Combattante et des corvettes Mowag de 1200 tonnes.

L'Iran dispose également de 3 sous-marins d'origine russe Kilo type 877 EKM - peu adaptés aux eaux chaudes du golfe Persique - et probablement d'un sous-marin de fabrication locale appelé Nahang (baleine) dont les caractéristiques techniques ne sont pas connues. Cependant, ce sous-marin ne serait capable d'évoluer qu'à proximité des côtes. Elle possède également quatre sous-marins de poche de fabrication locale (1 Sabehat et 3 Ghadir) qui sont destinés à emporter des nageurs de combat.

Une information largement diffusée par les media fait état de l'essai réussi d'une torpille dont la vitesse pourrait atteindre les 360 km/heure. La seule arme connue ayant ces performances est la torpille russe VA6111 Shkval mise au point en 1995 par la Russie. La question se pose donc : qui a fourni cette torpille à Téhéran ?

L'armée de l'air met à la disposition de la surveillance maritime 4 Dornier Do-228, 4 Fokker 400M/600, 2 P-3 Orion et 3 RC-130. L'aéronavale possède également les hélicoptères suivants : 3 RH-53, 3 RH-53 D, 10 SH-3 et 10 SH-3-D, ainsi que 17 hélicoptères non armés.

Les Pasdarans

Les Pasdarans ou « milice révolutionnaire » constituent le corps des Gardiens de la révolution islamique « *Sepah-e pasdaran Enqelab-e Eslamil* » (IRGC) et disposent de leur propre ministère. Ils sont placés sous le commandement du major-général Yahya Rahim Safavi et de son adjoint Morteza Rezai. Ils ont comme chef d'état-major le brigadier général Mohamed Hejazi. Au nombre de 125 000, leur mission est de préserver la « révolution » à l'intérieur et à l'extérieur du pays. A cette fin, ils participent au maintien de l'ordre à l'intérieur et soutiennent des mouvements « amis » à l'étranger, tel le Hezbollah libanais et des mouvements palestiniens comme le Hamas.

Les Pasdarans sont organisés en trois composantes : terrestre, aérienne et navale.

Les forces terrestres des Pasdarans regroupent 100 000 hommes. Les divisions des Pasdarans correspondent, en taille, aux brigades de l'armée de terre. Les Pasdarans ont également en charge la mise en œuvre des armements stratégiques.

Leur ordre de bataille est le suivant :

<i>Indépendant</i>	<i>Zone Sud</i>	<i>Zone Nord-Ouest</i>	<i>Zone Est</i>
1° division blindée Téhéran	40° division blindée	6° div d'infanterie	17° div d'infanterie
2° division blindée Dezful	5° div mécanisée	9° div d'infanterie	57° div d'infanterie
30° division blindée	1° div d'infanterie	10° div d'infanterie	
8° div d'infanterie	2° div d'infanterie	11° div d'infanterie	
15° div d'infanterie	3° div d'infanterie		
25° div d'infanterie	7° div d'infanterie		
28° div d'infanterie	14° div d'infanterie		
32° div d'infanterie	19° div d'infanterie		
33° div d'infanterie	27° div d'infanterie		
41° div d'infanterie	31° div d'infanterie		
1° div du génie	43° div d'infanterie		
5 brigades d'infanterie	105° div d'infanterie		
7 groupes d'opérations spéciales	155° div d'infanterie		
12 bataillons de défense anti-aérienne			

Les forces navales comprennent 20 000 hommes - dont 5 000 fusiliers marins - placés sous l'autorité du vice-amiral Ali Morteza Saffari. A la différence de la marine de guerre, les marins dépendant des Pasdarans sont spécialisés dans les coups de mains menés à bord d'embarcations rapides. Ils ont également le contrôle des missiles défense côtière (5 HY-2 Silkworm, 15 à 25 batteries C-801/802 et peut-être une batterie de SS-N-22 Sunburn).

Leurs bases se trouvent souvent situées sur des îles comme Al Farsiyah, Sirri, Abou Moussa, Qeshm, Rostam et Larak. Mais, des implantations sont également présentes au terminal d'Abadan, aux gisements pétroliers de Cyrus et peut-être sur des plates-formes pétrolières comme celle de l'île Halul.

La force aérienne des Pasdarans, commandée par le brigadier général Hossein Salemi est symbolique - 5 000 hommes - tous les matériels modernes étant destinés à l'armée de l'air. Une exception cependant : un certain nombre de SU 25 *Frogfoot* auraient été livrés aux Pasdarans en 2003 par un pays non déterminé (Russie ? Ukraine ?). Cependant, cette information n'est pas confirmée.

Les forces spéciales des Pasdarans - dénommées Al-Qods - comprennent 5 000

hommes. Ces hommes servent de service « Action » au pouvoir, intervenant aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Dépendant des Pasdarans, *la réserve « Basij »* est une milice paramilitaire qui s'est rendue célèbre durant la guerre Iran-Irak par son esprit de sacrifice. Elle peut théoriquement mobiliser deux millions d'hommes et de femmes, mais en réalité, les effectifs disponibles pourraient être beaucoup plus importants, certains experts avançant le chiffre, vraisemblablement exagéré, de 7 millions de volontaires. Il n'en reste pas moins que leur formation militaire laisse beaucoup à désirer.

Stratégie d'action

Basée sur le modèle soviétique, les forces militaires iraniennes sont essentiellement formées à un combat classique de grande ampleur à caractère défensif où la puissance de feu est primordiale.

L'emploi des armes chimiques fait partie des tactiques admises par l'état-major. Les armées possèdent en abondance du gaz moutarde, du sarin, du soman, du tabun et de l'agent VX.

Cependant, tirant les enseignements du conflit ayant lieu actuellement en Irak, l'état-major envisage une nouvelle stratégie de guerre dite « asymétrique », surtout si l'adversaire est plus puissant, ce qui est le cas des Américains. En effet, le commandement militaire iranien se rend bien compte qu'il ne pourrait faire face efficacement à des unités blindées légères, extrêmement mobiles et disposant d'un soutien aérien puissant.

En prévision d'attaques aériennes, des opérations de déception auraient été préparées. Ainsi, nombre d'équipements militaires non opérationnels (blindés, navires, avions, hélicoptères) seraient déployés sur différents sites afin de servir de leurres.

L'objectif de l'état-major serait ensuite de conduire un combat retardateur, avant de pouvoir passer à des combats de type guérilla, où ses unités attaqueraient les lignes de communications de l'adversaire et harcèleraient les forces d'invasion. Les kamikazes pourraient être employés à grande échelle d'autant qu'une organisation qui n'a théoriquement aucun lien avec le pouvoir, aurait sélectionné 20 000 candidats à l'attentat suicide.

Enfin, l'Iran tenterait également d'interdire toute navigation dans le golfe Persique à l'aide de son aviation, de ses batteries côtières, de ses vedettes rapides et de ses sous-marins.

LA MENACE NON-CONVENTIONNELLE

Parallèlement aux opérations militaires classiques, des troubles de grande ampleur pourraient être déclenchés en Irak par des activistes chiites encadrés par des membres des services secrets et des Pasdarans. Dans ce pays, Téhéran contrôle trois milices importantes : l'organisation Badr, forte de 20 000 activistes ; l'Armée du Mahdi, dirigée par Moktada al-Sadr ; et la Brigade des loups forte de 2 000 combattants. Fait très inquiétant, les activistes de ces groupes ont infiltré les forces de sécurité et les services de renseignement irakiens.

Téhéran aurait par ailleurs considérablement renforcé les effectifs de ses agents « Action » implantés à l'étranger. En cas de conflit, ces derniers auraient pour mission de déclencher des attentats contre des cibles américaines et de pays alliés, particulièrement en Asie centrale, en Azerbaïdjan, en Turquie, dans les Emirats arabes unis, etc. Le Liban, actuellement en voie de déstabilisation suite aux événements de juillet/août 2006, connaîtrait le même sort par Hezbollah libanais interposé.

L'inventaire des moyens d'action clandestins iraniens permet de mieux prendre conscience des capacités opérationnelles de Téhéran.

Le ministère du Renseignement et de la Sécurité (VEVAK)

Distinct du directeur du renseignement du Corps des Gardiens de la Révolution islamique⁴ - les Pasdarans - le ministère du Renseignement et de la Sécurité nationale (VEVAK⁵) a été créé en 1984. C'est le successeur de la SAVAK, service qui sévissait du temps du Shah. Le VEVAK est très actif à l'intérieur comme à l'étranger. Sa mission première consiste à traquer tous les opposants au régime. Mais son principal objectif actuel est de préparer les représailles au cas où les Etats-Unis (avec ou sans Israël) envisageraient une intervention armée afin d'interrompre le développement du programme nucléaire national.

Son chef Gholam-Hussein Mohseini-Ejei⁶, placé directement sous l'autorité du guide suprême de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, a été investi de ses fonctions le 24 août 2005. Il a succédé à Ali Younessi, en poste depuis février 1999.

⁴ Le chef de ce service de 2000 personnes, Morteza Rezai vient d'être nommé à la tête des Pasdarans en remplacement de Zolqadr qui prend la place de vice-ministre de l'Intérieur.

⁵ *Veżarat-e Ettela'at va Amniat-e Keshvar*/VEVAK. Il est également appelé SAVAMA.

⁶ Diplômé de l'académie Haqqani de Qom. Il a précédemment occupé les fonctions de chef de la Cour de justice spéciale pour le clergé, dont il fut un temps le procureur.

Organisation

Le VEVAK placé sous l'autorité du Conseil suprême de la Sécurité nationale (CSSN) a son quartier général à Téhéran, dans les anciens locaux de la SAVAK.

Il comprend 15 000 personnels, tous civils, à la différence de la défunte SAVAK. Plusieurs milliers d'entre eux résident à l'étranger (entre 2 000 et 8 000 selon les estimations).

Le VEVAK est composé de cinq directions placées sous l'autorité d'une direction générale qui porte le numéro 10 :

- la direction de l'Analyse et de la Stratégie (n°11) a en charge une mission d'analyse au profit des hautes autorités, mais aussi les opérations de désinformation ;
- la direction de la Sécurité Intérieure (n°12) est chargée de la protection des institutions étatiques et du contrôle des lieux de transit internationaux (aéroports, ports, frontières) ;
- la direction de la Sécurité nationale (n°13) a pour mission de surveiller tous les mouvements d'opposition ;
- la direction du Contre-espionnage (n°14) est compétente aussi bien à l'intérieur qu'à l'étranger ;
- la direction du Renseignement extérieur (n°15) regroupe les missions de recherche et d'analyse de renseignements. Elle est divisée en départements géographiques et thématiques. Le département n°155 a en charge le soutien de mouvements islamiques. Le département n°157 qui est implanté au sein du ministère des Affaires étrangères a pour mission de gérer les postes installés au sein des représentations diplomatiques.

A côté de ces directions se trouve des départements d'importance inégale :

- le département des affaires extérieures ;
- le département du renseignement intérieur ;
- le département de la planification ;
- le département d'étude des religions ;
- le département du renseignement sur Téhéran ;
- le département de la documentation ouverte ;
- le département du procureur général ;
- le département des opérations ;
- le département de la formation ;
- le département de l'administration ;
- le département des approvisionnements ;
- le département des services financiers.

Les membres du VEVAK sont étroitement contrôlés et encourent les pires sanctions en cas de manquements à la sécurité. Par le passé, certains de ses responsables, même parmi les plus importants, ont fait l'objet de purges sanglantes, à l'exemple du vice-ministre des Renseignements Saïd Emami qui a été incarcéré puis qui s'est « suicidé » en prison. Généralement, les fonctionnaires du VEVAK ne sont pas des islamistes purs et durs mais plutôt des nationalistes. C'est pour cette raison qu'ils sont surveillés de près par des Pasdarans qui s'assurent de leur loyauté.

Ses agents « officiels » servent à l'étranger sous couverture diplomatique. Le VEVAK agit en étroite coopération avec le ministère des Affaires étrangères. Certains ambassadeurs iraniens font d'ailleurs partie du VEVAK.

Pour leur part, les agents « clandestins » sont souvent des personnels d'Iran Air, de l'agence de presse IRNA, de la radiotélévision IRIB, d'associations culturelles ou caritatives (la Fondation des martyrs, la Fondation des opprimés et des dépossédés, l'Organisation pour la culture et les relations islamiques, etc.), des étudiants, des hommes d'affaires, des commerçants, des employés de banques, etc. Même le Croissant rouge iranien sert à l'occasion de couverture. Certains des agents clandestins ont même réussi à infiltrer les divers mouvements d'opposition iraniens installés à l'étranger. Les banques iraniennes comme la banque Melli, servent également à fournir les fonds nécessaires à la vie des réseaux constitués par les officiers traitants du VEVAK.

Etant donné le nombre important d'officiers traitants résidant à l'étranger, il est évident que toutes les grandes capitales accueillent plusieurs d'entre eux. L'Irak, l'Arabie saoudite, les pays du golfe Persique et d'Asie centrale constituent notamment des objectifs importants pour les services iraniens.

Un des plus important poste du VEVAK à l'étranger se trouve à Amman, en Jordanie. En dehors du fait que la capitale jordanienne est géographiquement intéressante car elle permet de « couvrir » le Proche-orient, des liens étroits unissent le VEVAK avec les services de renseignement militaires jordaniens.

Les Syriens, les Soudanais, les Libyens, les Russes et les Tadjiks constituent également des interlocuteurs privilégiés pour le VEVAK.

En Europe, des postes importants se trouvent situés à Paris, Bruxelles, Berlin (précédemment à Bonn), Vienne, Genève, Nicosie (Chypre), Ankara et Istanbul.

Objectifs

Traditionnellement, la première mission du VEVAK est la surveillance, l'influence et parfois l'élimination physique de membres de l'opposition réfugiés à l'étranger.

C'est ainsi que plus de 80 meurtres ont été réussis depuis 1979. Le mouvement le plus visé est le Conseil national de la résistance iranienne (CNRI) qui chapeaute l'Organisation des moudjahédines du peuple d'Iran (OMPI). Le Parti démocratique kurde iranien (PDKI) est également sur la liste de ses objectifs. Ainsi son chef, Sadegh Sharah-Kindi et trois de ses fidèles ont été abattus dans un restaurant en Allemagne le 17 septembre 1992. Le chef du VEVAK de l'époque, Ali Fallahian, a été inculpé en mars 1996 par un tribunal allemand pour avoir commandité ces assassinats⁷. Quelques autres personnalités ont aussi été assassinées : Kazem Radjavi, en Suisse en avril 1990 ; Cyrus Elahi, à Paris en octobre 1990 ; Abdelrahman Boroumad à Paris, en avril 1991 ; Chapour Bakthiar, à Suresnes en août 1991 ; Mohammed Hossein Naghdi, à Rome en mars 1993 ; Abdol Ali Moradi ; Zera Rajabi, à Istanbul en février 1996 et Reza Mazlouman, à Créteil en mai 1996, etc.

Plus généralement, les mouvements kurdes figurent sur la liste des préoccupations du VEVAK. Si les Kurdes iraniens sont très surveillés - particulièrement ceux qui sont susceptibles d'être des membres du PJAK - les membres du PKK (Turquie) tiennent une place à part. En effet, Osman Öcalan, le frère d'Abdullah Öcalan, le leader historique du

⁷ Khamenei et le président iranien de l'époque, Rafsandjani, ont également été mis en examen pour avoir approuvé cette opération.

mouvement aujourd'hui emprisonné en Turquie, résidait en Iran depuis le début des années 90. Il partage désormais la direction politique du mouvement séparatiste et se serait replié en Irak du Nord. Cette politique ambiguë permet à Téhéran de faire pression sur Ankara afin de limiter la coopération de la Turquie avec les Etats-Unis. L'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani est également infiltré par le VEVAK depuis de très longues années.

Pendant les vingt dernières années, un autre objectif prioritaire était constitué par les mouvements sunnites extrémistes (salafistes/wahhabites), particulièrement au Pakistan, aux Emirats arabes unis et en Arabie saoudite. A l'occasion, les services iraniens se sont frottés à l'Inter Services Intelligence (ISI) pakistanais et aux services saoudiens (Istikhbarat al'Am). Les zones d'action prioritaires étaient Lahore, Karachi, Quetta et l'Afghanistan, où dix diplomates en poste au Consulat de Mazar I-Sharif et un « journaliste » iraniens ont été assassinés en septembre 1998.

Al-Qaida est l'objet de toutes les attentions du VEVAK depuis sa création officielle. Des rumeurs laissent penser que les services iraniens ont assassiné Abdullah Azzam, ce Palestinien chef du Bureau d'aide aux moudjahédines (MAK) en novembre 1989. Ce dernier semblait faire un peu trop d'ombre à Oussama Ben Laden qui fut pourtant son élève. En octobre et novembre 2001, les services iraniens ont facilité l'exfiltration de membres d'Al-Qaida depuis l'Afghanistan suite à l'intervention américaine. De nombreux indices permettent de croire que Téhéran utilise une partie d'Al-Qaida pour mener à bien sa politique extérieure. L'objectif principal de Ben Laden, qui est de déstabiliser le régime en place en Arabie saoudite paraît intéresser également Téhéran.

Certains réfutent cette thèse en déclarant que les chiites et les sunnites ne peuvent s'entendre. C'est oublier un peu vite que l'imam Khomeini a toujours déclaré que les différences entre chiites et sunnites « sont plus historiques que théologiques ». Si la période intermédiaire des présidents Hashemi Rafsanjani et Khatami a mis entre parenthèses cette vision des choses, l'arrivée au pouvoir d'Ahmadinejad semble avoir été un retour aux sources.

En effet, à l'image des Frères musulmans, du Jamaat-i-Islami égyptien, du Hamas, du Jihad islamique et du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG), divers mouvements sunnites se sont joints à la lutte engagée par l'Iran contre l'« impérialisme judéo-chrétien ». En échange, Téhéran a accordé 50 millions de dollars au Hamas qui peine à trouver des fonds depuis la défection d'une partie des financements occidentaux.

L'Irak constitue actuellement un terrain d'opérations privilégié pour le VEVAK. L'objectif de Téhéran y est double : dans un premier temps, piéger les Américains dans un bourbier qui les empêche d'agir directement contre le régime des mollahs ; puis, à plus long terme, aider à la mise en place d'un régime « ami » c'est-à-dire dominé par les chiites - à Bagdad. Un de leurs plus grands agents aurait été Ahmad Chalabi, le président du défunt Conseil national iranien (CNI), considéré fort longtemps comme un allié - et surtout comme un agent - des Américains⁸.

Les réseaux de renseignement iraniens en Irak datent du temps du Shah. Certains officiers traitants de la SAVAK ont même été rappelés à leur poste par le régime des mollahs

⁸ Si cette information se confirmait, cela signifierait que les services américains ont été désinformés pendant deux décennies.

après leur prise du pouvoir en 1979, car les nouveaux gouvernants avaient confiance dans leur expertise. Le parti baasiste de Saddam Hussein (aujourd'hui disparu à la plus grande satisfaction de Téhéran) était également infiltré par des agents iraniens, exploit que les services américains ne sont jamais parvenus à réaliser.

A l'est, l'Afghanistan fait aussi l'objet de toutes les attentions des services iraniens. Les tribus du pays n'ont aucun secret pour le VEVAK qui les a infiltré depuis des années. Il aurait même réussi à recruter une taupe au sein de l'armée britannique. Malgré son faible grade, cette source - un caporal d'origine iranienne, parlant couramment le pachtoune, qui servait d'interprète au commandant des troupes de l'OTAN - avait accès à de nombreuses informations sensibles.

Dans ce pays, Téhéran s'appuie sur des ennemis d'hier. A savoir le Hezb-I-Islami de Gulbuddin Hekmatyar⁹, qui fut combattu en son temps comme les Taliban, car Téhéran pensait que les uns et les autres constituaient une menace pour le régime iranien.

La situation est relativement simple : tant que les forces internationales seront occupées dans la région (Irak-Afghanistan), il y a peu de chance qu'elles ne se retournent contre Téhéran.

En Israël, l'enlèvement de deux soldats par le Hezbollah dans le nord du pays entre également dans le processus qui consiste à multiplier les conflits qui empêchent les Américains de s'attaquer directement à l'Iran. En effet, Téhéran ne pouvait ignorer que cette opération allait provoquer le déclenchement de représailles importantes de la part de l'Etat hébreu ajoutant par là même un « abcès de fixation » de première importance. Dans cette affaire, le seul souci de Téhéran est de ne pas dépasser la « ligne rouge », par exemple, le bombardement par le Hezbollah de Tel-Aviv à l'aide de missiles Zelzal 2. En effet, ces armes ont été fournies par Téhéran à son allié chiite libanais. Cela aurait constitué le prétexte idéal à une riposte américano-israélienne.

Les services iraniens ont également directement apporté leur aide à l'armée bosniaque depuis 1993. Les estimations les plus répandues évoquent la présence de 2 500 « conseillers » en 1995.

A ce propos, il est convenu de souligner que le VEVAK n'est pas doté d'un service « Action ». Ce type de mission est confié aux Pasdarans, en particulier à la force Al-Qods dirigée par le général Qassem Suleimani. C'est d'ailleurs lui qui aurait traité le cas Al-Zarqaoui qui a été un agent iranien avant d'échapper à ses mentors en 2003. Ce sont également les Pasdarans qui ont eu la charge de former des « résistants » irakiens à l'emploi de mines improvisées télécommandées qui ont causé tant de victimes parmi les forces de la coalition.

En règle générale, le VEVAK apporte les renseignements nécessaires, les Pasdarans s'occupent des opérations. Les moyens d'action des services iraniens sont souvent violents. Ils n'hésitent pas à employer l'arme terroriste. Les attentats les plus célèbres sont ceux survenus au Liban contre des militaires français et américains en 1983 qui ont causé la mort de 299 personnes ; une série d'attentats à la bombe à Paris en 1989 (12 morts) ; les attaques contre l'ambassade d'Israël et la communauté juive à Buenos Aires en 1992 et 1994 (125 tués) ; et vraisemblablement l'attentat de Dahran dirigé contre les Américains en Arabie saoudite en 1995 (19 tués).

⁹ Il a assuré officiellement Ben Laden de son soutien début mai 2006.

Préparation d'un conflit armé avec les Etats-Unis

Le VEVAK préparerait actuellement la riposte au cas où les Américains et les Israéliens lanceraient une action militaire contre l'Iran. Cette riposte s'élabore en étroite collaboration avec le Comité du renseignement étranger et le Comité de la réalisation des opérations des Pasdarans

Ces opérations comporteraient trois volets :

- des attaques « classiques » contre les bases militaires américaines en Irak et dans le golfe Persique à l'aide de missiles et autres armements sophistiqués ; l'interruption du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz est également un objectif prioritaire car cette opération porterait un rude coup à l'économie mondiale ;
- des opérations suicide contre des intérêts américains et occidentaux couplées avec des actions offensives menées par le Hezbollah libanais et les mouvements palestiniens contre Israël (ce qui s'est passé cet été n'a constitué qu'une sorte de « répétition») ;
- éventuellement, des attaques à l'aide d'armes chimiques, biologiques et de « bombes sales » dans diverses grandes villes occidentales et arabes.

A noter que pour les deux dernières options, la majeure partie des attentats devrait être attribuée à la nébuleuse Al-Qaida et à d'autres mouvements d'inspiration sunnite et pas aux services iraniens. L'objectif consiste alors à faire croire à une « Union des peuples musulmans » en lutte contre l'« impérialisme judéo-chrétien ».

Un maximum de pertes civiles permettrait d'influencer les opinions publiques occidentales et musulmanes qui agiraient alors sur leurs dirigeants pour faire cesser l'« odieuse agression » dont serait victime l'Iran.

Le VEVAK a donc aujourd'hui la lourde tâche de programmer ces opérations en définissant avec précision les objectifs les plus vulnérables et les groupes terroristes sur lesquels Téhéran peut s'appuyer pour mener à bien ces actions. Dans cette optique, huit d'entre eux auraient déjà reçu un soutien logistique et financier. Les Pasdarans pour leur part ont reçu pour mission d'entraîner et de préparer les activistes qui passeront à l'action quand l'ordre leur en sera donné.

La mission du VEVAK consiste également à mobiliser, grâce à une propagande intensive, la jeunesse musulmane afin qu'elle agisse au moment opportun pour soulever les populations contre les gouvernants qui soutiennent Washington. L'objectif psychologique est également de créer une unité du peuple iranien (actuellement bien malmenée par différentes minorités). Le rassemblement contre un ennemi commun est un excellent argument pour tous les pays en voie d'implosion. Les déclarations bellicistes et diverses manipulations médiatiques du président iranien - comme la lettre adressée à G.W. Bush début mai 2006 - n'ont pas d'autre but.

Le Hezbollah, bras armé de Téhéran à l'étranger

La *Sixième guerre israélo-arabe* (aussi appelée la *Deuxième guerre du Liban*) qui vient d'avoir lieu au Sud-Liban est riche en enseignements. Suite à la capture de deux soldats

israéliens le 12 juillet, Tsahal a pensé que le Hezbollah – qui comme son mentor iranien exige la destruction de l'Etat hébreu - pourrait être défait rapidement. Or, il n'en a rien été. Le Hezbollah a remporté une victoire essentiellement psychologique qui pourrait avoir de graves conséquences à l'avenir. En effet, le retrait israélien du Sud-Liban en 2000 avait déjà été ressenti comme une victoire militaire remportée sur Israël, jugé jusque là comme invincible.

Le fait d'avoir frappé directement Israël à l'aide de missiles et de roquettes, et d'avoir su résister aux assauts de Tsahal, a provoqué, dans une grande partie du monde arabo-musulman un cataclysme psychologique dont les conséquences ne sont pas encore mesurables. Le Hezbollah, bras armé de Téhéran à l'étranger, sort renforcé de la confrontation. Si son objectif à long terme reste la création d'un Etat islamique reposant sur les cendres d'Israël, à court terme, son but va être de peser de tout son poids au Liban où une grande partie de la population lui est aujourd'hui favorable, particulièrement en raison au ressentiment du aux destructions occasionnées par l'aviation et la marine israéliennes. Si ce petit pays était jusqu'au début de l'année dépendant de la Syrie, il ne saura peut-être pas échapper au joug iranien par Hezbollah interposé. Afin de justifier son action, le Hezbollah avance sans cesse de nouveaux prétextes. Actuellement, il s'agit de faire libérer des prisonniers libanais détenus en Israël et de la restitution de la région des fermes de Shebaa.

A l'heure des premiers bilans, il est utile d'examiner comment le Hezbollah a réussi à survivre. Afin d'atteindre ses objectifs, le mouvement s'est réorganisé en profondeur à partir de l'évacuation du Sud-Liban par les forces israéliennes en 2000.

Les personnels

Si les effectifs combattants du Hezbollah sont relativement faibles, ils ont été sous-estimés par les services de renseignement qui les évaluaient au mieux à 3 000 activistes. En fait, au début du conflit, il existait un noyau dur de professionnels très bien formés qui comptait un peu moins de 2 000 personnels. Ils ont été renforcés de 2 500 réservistes et de 6 000 supplétifs. Le Hezbollah alignait donc plus de 10 000 combattants dès le début des hostilités.

Il ne fait plus aucun doute aujourd'hui que tout avait été prémédité pour attirer l'Etat hébreu dans un piège tendu de longue date. De plus, les combattants étaient épaulés par la grande majorité de la population du Sud-Liban qui leur a apporté un soutien logistique de première importance. En effet, majoritairement chiite, elle apprécie le Hezbollah pour l'aide qu'il lui apporte depuis des années dans le domaine social, éducatif et de la santé, palliant en cela les incuries flagrantes du gouvernement libanais. Pour ce faire, le Hezbollah agissait à travers des organisations caritatives financées majoritairement par Téhéran.

Les combattants du Hezbollah, qu'ils soient d'active, de réserve ou supplétifs, ont tous reçu un entraînement au combat d'infanterie. Par mesure de discrétion, une partie d'entre eux (en particulier les cadres) a été formée en Iran même, particulièrement dans les camps de l'imam Ali (Téhéran) et d'Honar, près de la ville de Karaj, au nord de la capitale iranienne. Ils ont été formés également en Syrie, au camp de Zabadani, au nord-ouest de Damas. D'autres sont allés suivre des stages en Corée du Nord sous la houlette de Téhéran qui entretient les meilleurs rapports avec Pyongyang. Cette formation était accompagnée

d'un endoctrinement très poussé qui a motivé, voire fanatisé ces activistes.

Les instructeurs provenaient principalement du corps des Pasdarans - notamment de la force Al-Qods - dont la valeur guerrière n'est plus à démontrer. Un millier d'entre eux étaient à demeure au Liban : à Beyrouth (un état-major avancé était installé dans les locaux de l'ambassade d'Iran) ; dans la plaine de la Beqaa, dans une ancienne caserne de l'armée libanaise à Baalbek, à Zahle et à Mahgharah ; ainsi qu'au Sud-Liban. Ces conseillers étaient placés sous l'autorité du major général Hussein Firuz Abadi, ancien pasdaran et aujourd'hui chef d'état-major des armées iraniennes.

La formation militaire prodiguée en Iran, en Syrie ou au Liban, faisait largement appel aux manuels d'instruction américains et israéliens portant notamment sur la tactique, la mobilité, le recueil de renseignements et le combat de nuit. Il faut ajouter à tout cela la connaissance parfaite du terrain par les hezbollahis qui s'est révélée être un atout majeur face à Tsahal.

L'organisation

Le Hezbollah est une organisation pyramidale. A sa tête se trouve la *Choura el-Qara*, un Conseil de sept membres dont Hassan Nasrallah est le secrétaire général, un bureau politique et un conseil exécutif. En-dessous, les directions de régions, les sections et les syndicats. Le leader spirituel est théoriquement Mohamed Hussein Fadlallah. En fait, le véritable maître à penser du mouvement est Ali Khamenei, le guide suprême de la révolution iranienne. Hassan Nasrallah ne répond de ses actes qu'auprès de lui.

La branche armée du Hezbollah, le *al-Moqawama al-Islamiya* (« résistance islamique »), a divisé le Sud-Liban en plusieurs zones militaires dans lesquelles évoluent des unités de petite taille (groupe, section) qui, dans le cadre d'un plan d'opération préétabli, agissent avec une très grande autonomie, sans attendre les ordres de l'état-major localisé dans le quartier chiite de Dahia au sud de Beyrouth.

Ayant conscience du besoin impérieux en renseignements, le Hezbollah a créé sous la supervision du VEVAK plusieurs unités de renseignement placées sous la direction d'Ibrahim Akil¹⁰. L'une d'entre-elles était chargée de recueillir des informations sur l'armée israélienne, ses bases et les objectifs potentiels sur le territoire israélien. Une deuxième unité était chargée du renseignement électronique. Craignant les actions d'infiltration susceptibles d'être lancées par le Mossad, un important service de contre-espionnage a également été développé sous la direction de Moustafa Badredinne. Evidemment, Ibrahim Akil et Moustafa Badredinne ont tous deux reçu une formation en Corée du Nord.

Sur le plan logistique, l'« Unité 1800 » était chargée d'apporter le support nécessaire aux forces en fournissant des fonds - venant essentiellement de Téhéran, particulièrement via la banque Saderat, mais aussi de dons privés - des armes, des munitions et des manuels d'instruction.

¹⁰ Alias Tashin. Il aurait également joué le rôle de chef d'état-major au Liban-Sud lors du dernier conflit.

D'où viennent les armes ?

S'il ne fait aucun doute que l'Iran et la Syrie ont été les pourvoyeurs en armes du Hezbollah, celles-ci n'ont pas été fabriquées dans ces deux pays. Leur provenance doit donc être cherchée ailleurs.

Les armements russes ont été livrés, soit d'une manière totalement légale à l'Iran et à la Syrie, dans le cadre de marchés normalement conclus, soit par l'Ukraine - où le trafic d'armes au niveau étatique ne s'est pas arrêté avec la Révolution orange - et la Biélorussie. D'autres pays ont également pu livrer secrètement des armements, soit à l'Iran, soit à la Syrie : Pologne, Bulgarie, Roumanie, Hongrie, etc. Ces Etats se débarrassent à bas prix de leurs armements d'origine soviétique pour les remplacer par des armements en dotation au sein de l'OTAN. Lorsque les autorités interdisaient la livraison officielle de ces armements, les trafiquants prenaient le relais. La Chine et la Corée du Nord ont également approvisionné directement ou indirectement le Hezbollah.

Depuis 2000, le Hezbollah a ainsi reçu par différents canaux une grande quantité d'armes : par voie routière via la Syrie, par voie aérienne via l'aéroport international de Beyrouth et par voie maritime via les ports libanais. Des organisations humanitaires ont participé à l'acheminement de ces armes sous couvert de fourniture de denrées destinées aux populations civiles.

Environ 12 000 roquettes ont ainsi été livrées : des Katiouchas de fabrication chinoise de type Grad (122 mm), des roquettes et des missiles iraniens Farj-3 (diamètre 240 mm, portée : 43 km), Farj-5 (version améliorée du WS-1 chinois ayant une portée de 75 km), Falaq-1 (diamètre de 240 mm, portée : 10 km), Falaq-2 (diamètre 333 mm, portée 10 km) et des Naze'at de différents modèles (356 à 450 mm dont les portées vont de 80 à 140 km et dont la charge utile peut peser jusqu'à 430 kilos), des roquettes syriennes de 220 mm (portée 75 km) et de 302 mm (portée : 110 km). Les armements syriens fournis au Hezbollah ont le plus souvent été payés par Téhéran. A la fin du conflit, 6 000 roquettes ont été tirées avec plus ou moins de succès contre le territoire israélien.

Ali Akbar Mohtashemipour, le responsable iranien du Comité de soutien à l'Intifada, fondateur du Hezbollah et ancien ministre de l'Intérieur iranien a publiquement reconnu que Téhéran avait livré des Zelzal 2, un missile de 610 mm pouvant emmener une charge de 600 kg à 210 km (le Zelzal 1 n'a qu'une portée de 125 km). Cependant, cette arme qui aurait pu atteindre les faubourgs nord de Tel-Aviv, n'a pas été employée. Cela est dû au veto de Téhéran qui ne souhaitait pas donner à Israël le prétexte à une frappe de ses installations nucléaires. Lors du conflit, ces missiles constituaient une cible prioritaire pour l'aviation israélienne qui en aurait détruit un certain nombre.

Pour sa part, la Chine a vendu dans les années 90 un nombre inconnu de missiles anti-navires Noor C-802 à l'Iran. Certains de ses missiles se sont retrouvés dans les mains du Hezbollah dont l'un a atteint un navire de guerre *Hanit* israélien le 14 juillet 2006 tuant quatre membres d'équipage. Un autre a envoyé par le fond un navire cambodgien. Ce missile a une portée de 65 milles nautiques et emporte une charge militaire de 165 kilos.

Téhéran aurait également fourni des drones Ababil-3, dont certains avaient été chargés de 40 kilos d'explosifs. Deux genres de guidage existent pour ce type d'armement : une caméra (la portée est alors d'une douzaine de km) ou un système GPS (la portée est alors de 120 km). Le Hezbollah a aussi utilisé dans le passé des ailes volantes motorisées.

Le Hezbollah a reçu des centaines de missiles anti-chars AT-14 Kornet, AT-13 Metis-

M, AT-5 Sprandel, AT-4 Spigot, Raad et Raad-T (version iranienne améliorée de l'AT-3 Sager qui peut pénétrer 400 mm de blindage en franchissant la barrière des explosifs réactifs équipant les chars israéliens), Towsan-1 (version iranienne du TOW pouvant pénétrer 550 mm de blindage, portée : 3750 m), Raa, Konkurs, etc.

L'armement d'infanterie était classique (AK 47, RPG, fusils de précision Dragounov, etc.) mais les combattants bénéficiaient aussi de nombreuses armes anti-chars portables comme le tout récent RPG-29 d'origine russe ainsi que de quelques mortiers de 60 et 120 mm.

La défense anti-aérienne était assurée par quelques SA-7 et SA-14 et des canons ZU-23.

Pour l'anecdote, Téhéran a également fourni des appareils de vision nocturne dont 250 lui avaient été fournis par la Grande-Bretagne dans le cadre de la lutte contre les trafiquants de drogue.

La tactique employée au Sud-Liban en juillet/août 2006

Sachant qu'un jour, la bataille aurait lieu et ayant analysé avec attention les précédents conflits israélo-arabes, les hezbollahis ont secrètement construit dès l'évacuation du Sud-Liban par les forces israéliennes, un réseau de fortifications et de caches d'armes. Fouad Shakar et le général des Pasdarans, Mir Faysal Baqer Zadah, qui dirigeaient les travaux se sont inspirés ceux qui existent le long de la ligne de démarcation séparant les deux Corées. A la différence de la Ligne Maginot, ces fortifications ne forment pas une ligne continue. Ce sont plutôt des sortes de bastions indépendants échelonnés dans la profondeur. Chaque groupe combattait isolément dans la portion de terrain qui lui avait été désignée. L'armement lourd entreposé à l'avance dans des caches n'était mis en oeuvre qu'au dernier moment par quelques hommes se faisaient passer pour d'innocents civils. Dans certains cas, des activistes dissimulés dans leurs bunkers indécélables, creusés à même la roche, sortaient de leur abri après le passage d'unités israéliennes et les prenaient à revers. En général, les défenseurs des ouvrages fortifiés ne restaient pas sur place une fois pris à partie par l'adversaire, mais rejoignaient d'autres positions préparées à l'avance. Loin de mener un combat statique « de forteresse », le principe du « Hit and Run » a été la base même de la tactique employée par les combattants du Hezbollah.

Pour le combat anti-chars, les hezbollahis engageaient l'adversaire avec de petites équipes de trois ou quatre personnes à des distances relativement courtes, de manière à être sûrs d'atteindre un point vital des blindés. De préférence, ils tentaient de tirer les chars de bataille dans le dos. Dépourvus d'artillerie, ils ont aussi largement utilisé les armes anti-chars contre les troupes au sol, en se dissimulant dans des habitations. C'est également un de ces missiles qui aurait abattu deux hélicoptères israéliens.

Le terrain rocailleux et semi montagneux peu favorable à la progression des engins blindés a été mis à profit par les hezbollahis pour tendre des embuscades sur les principaux points de passage obligés ou en les minant. On retrouve là une expertise enseignée aux Irakiens par les Pasdarans avec les engins explosifs improvisés.

Le tir de diverses roquettes avait lui, plus un objectif politique, économique et psychologique qu'opérationnel. En effet, la plupart de ces armes étaient prévues à l'origine pour être tirées en salves pour neutraliser des concentrations ennemies. Le Hezbollah les a employé individuellement avec une précision souvent assez aléatoire. De manière à ne pas

être repérés trop facilement, les tirs avaient la plupart du temps lieu de jour, soit tôt le matin ou en début d'après-midi. Afin d'échapper aux tirs de contrebatteries, certaines roquettes ont été activées avec des systèmes de mise à feu à retardement. L'objectif a été atteint : le mythe de l'invulnérabilité du territoire israélien a été brisé et des centaines de milliers de personnes ont dû se replier plus au sud ou rejoindre les abris.

La propagande

Le cheikh Nasrallah a compris l'importance de la propagande, non seulement pour galvaniser ses troupes, mais aussi pour obtenir des soutiens internationaux qui ont nui aux opérations menées par Tsahal. Pour cela, il bénéficiait de la chaîne de télévision Al-Manar qui n'a jamais cessé d'émettre, de la station de radio Al-Nour et du mensuel Kaddat Alla (le poing de Dieu) sans compter les nombreux sites Internet qui lui étaient favorables. Depuis des années, l'Association de soutien à la résistance islamique (fondée en 1989) qui organisait des campagnes pour recueillir des fonds à travers le monde afin d'acquérir des armes, s'est également livrée à l'endoctrinement des enfants qui seront les combattants de demain.

La première bataille de la *Sixième guerre israélo-arabe* est terminée. Cependant, le conflit est loin d'être achevé. Si un certain nombre d'hezbollahis ont été tués (les Israéliens parlent de 500 activistes, mais ce chiffre est à prendre avec d'infinies précautions), la grande majorité est encore opérationnelle et galvanisée par ce qu'ils pensent être « leur victoire ». Les « martyrs » tombés au combat vont rapidement être remplacés par de jeunes fanatiques endoctrinés depuis leur plus tendre enfance. Les armes sont toujours là et, s'il venait à en manquer, le problème de réapprovisionnement ne se poserait pas vraiment, surtout si la frontière syrienne n'est pas contrôlée efficacement. Si la force multinationale devient un peu trop gênante, le Hezbollah a toutes les capacités et l'expérience nécessaire pour déclencher des attentats meurtriers contre elle, voire dans les pays qui y participent. Enfin, le gouvernement libanais va être obligé de composer avec le Hezbollah qui est devenu incontournable, en espérant qu'il ne prenne pas le pouvoir à Beyrouth. En effet, personne au Liban - en particulier les forces du 14 mars rassemblant les leaders sunnites, chrétiens et druzes - ne semble aujourd'hui apte à s'opposer militairement à lui et beaucoup de Libanais risquent de préférer la valise au cercueil. Dès le 12 septembre, Hassan Nasrallah critiquait ouvertement le gouvernement Siniora. La démission des ministres chiites suivie des importantes manifestations qui ont lieu à la fin 2006 ont pour but de faire tomber ce gouvernement jugé comme trop proche des Américains et de le remplacer par un gouvernement d'« union nationale » qui devrait être dominé par le Hezbollah.

LA « MENACE » NUCLÉAIRE

L'avancement du programme nucléaire

L'Iran ne représente pas aujourd'hui, un risque nucléaire. Le développement des capacités de Téhéran prendra cinq ans selon les Américains, trois ans selon les Israéliens, plus alarmistes. Techniquement parlant, le problème est complexe, mais peut être résumé à travers l'énumération de quelques faits significatifs.

- L'Iran a développé deux programmes d'enrichissement, l'un se basant sur une technologie russe au laser (suspendue depuis 2001), l'autre utilisant des centrifugeuses.
- Actuellement, deux cascades de 164 centrifugeuses basées sur la technologie pakistanaise exportée clandestinement par le Dr. A.Q Khan (le père de l'armement atomique pakistanais) sont en œuvre à Natanz. Selon des informations récentes, 3 000 centrifugeuses seraient opérationnelles dans l'usine de Natanz au début 2007.
- 3 000 centrifugeuses de modèle « P-1 » devraient être fabriquées à partir de 2007. Le programme prévoit à terme la construction de 54 000 centrifugeuses.
- Dans le meilleur des cas, une cascade de 3 000 centrifugeuse permet de produire assez de matériaux fissiles pour produire une arme atomique tous les deux mois.
- Un programme de fabrication de centrifugeuses « P-2 » beaucoup plus performantes serait à l'étude.
- La réalisation d'armes opérationnelles (donc de taille réduite afin de pouvoir être adaptées sur des vecteurs) est longue, coûteuse et compliquée.
- La constitution d'une réelle composante nucléaire militaire qui soit suffisamment crédible, nécessite une volonté politique, un entraînement spécifique des personnels et la construction d'infrastructures particulières qui ne peuvent échapper à l'attention des satellites d'observation.

La seule chose sur laquelle les experts s'accordent, c'est sur le fait que la volonté politique d'acquérir l'arme nucléaire est là, même si le régime à Téhéran venait à changer (le défunt Shah d'Iran souhaitait également développer une force de frappe iranienne). On peut donc effectivement s'attendre à ce que cela se réalise dans les 10 à 15 années à venir et que rien de pourra arrêter ce processus.

Les vecteurs

Si pour le moment, l'Iran n'est pas doté de l'arme nucléaire, les missiles iraniens - détaillés dans le tableau ci-dessous - peuvent cependant emporter des têtes classiques ou

chimiques¹¹.

Les Pasdarans possèdent un régiment de missiles qui aligne 4 batteries de 6 lanceurs de Shahab 1 et 2, et une autre unité comportant une batterie forte de 3 à 6 lanceurs de Shahab 3. Le problème réside dans le fait que les missiles aujourd'hui opérationnels sont à propulsion liquide, ce qui implique des délais importants de chargement avant leur mise en œuvre, d'où une vulnérabilité accrue. Les ingénieurs iraniens travaillent à la réalisation de missiles à propulsion solide, ce qui réduirait notablement le temps de mise en action de ces armes.

Certains d'entre eux (Shahab 3 et 3 B) sont capables d'atteindre tous les pays du Proche-Orient et en particulier Israël. Les champs pétroliers de la région et le détroit d'Ormuz, sont pour Téhéran des cibles potentielles qui, si elles étaient atteintes, provoqueraient une crise économique mondiale sans précédent.

Les missiles de croisière d'origine ukrainienne peuvent être adaptés sur des navires marchands battant un pavillon de complaisance et frapper alors toute ville située à moins de 3 000 kilomètres des côtes, Etats-Unis y compris ! Heureusement, il est vraisemblable qu'ils ne sont plus opérationnels. Surtout, l'Iran n'en possède que douze. Peut-être plus inquiétant pour l'avenir, il semble que ces matériels sont surtout destinés à être analysés en profondeur afin d'en faire des copies locales.

Un missile ayant la « capacité d'échapper aux radars et pouvant frapper plusieurs cibles simultanément » aurait été testé à la fin mars. Cet engin est baptisé Fajr-3. Il est probable qu'il s'agisse en fait d'un BM-25 d'origine nord-coréenne qui peut emporter trois têtes différentes. En aucun cas, il ne s'agit d'un missile furtif. Toutes ces gesticulations entrent certainement dans le cadre de la politique étrangère actuelle de Téhéran.

Vecteurs pouvant emporter des charges classiques ou NRBC

<i>Dénomination</i>	<i>Portée</i>	<i>Quantité</i>	<i>Origine</i>	<i>Dérivés</i>	<i>Charge utile</i>
Shahab 1 ou SS 1	300 km	50 – 300	Corée du Nord	Scud-B	1 000 Kg
Shahab 2	500 km	50 – 150	Corée du Nord	Scud- C/D	700 Kg
Shahab 3 & 3B ou Zelzal-3	1 300-2 000 km	20 – 100	Corée du Nord	No-Dong	500 – 1 000 Kg
Shahab 4	2 000 km	En projet	Corée du Nord	Taepo Dong 1	1 000 Kg
Shahab 5 ou R-27	5 500 km	En projet	Corée du Nord	NKSL-X-2 ou Taepo Dong 2	700 –1 000 Kg
Shahab 6	10 000 km	En projet	Corée du Nord	NKSL-X-? Taepo Dong 2	Non connue
Missile AS-15/X-55	3 000 km	12	Ukraine	Tomawak US	500 Kg
Missiles BM-25	3 800 km	18	Corée du Nord	SS-N-6 ou R-27	500 Kg

¹¹L'emport d'armes bactériologiques est peu vraisemblable pour des raisons techniques.

Figure 1

Les missiles iraniens

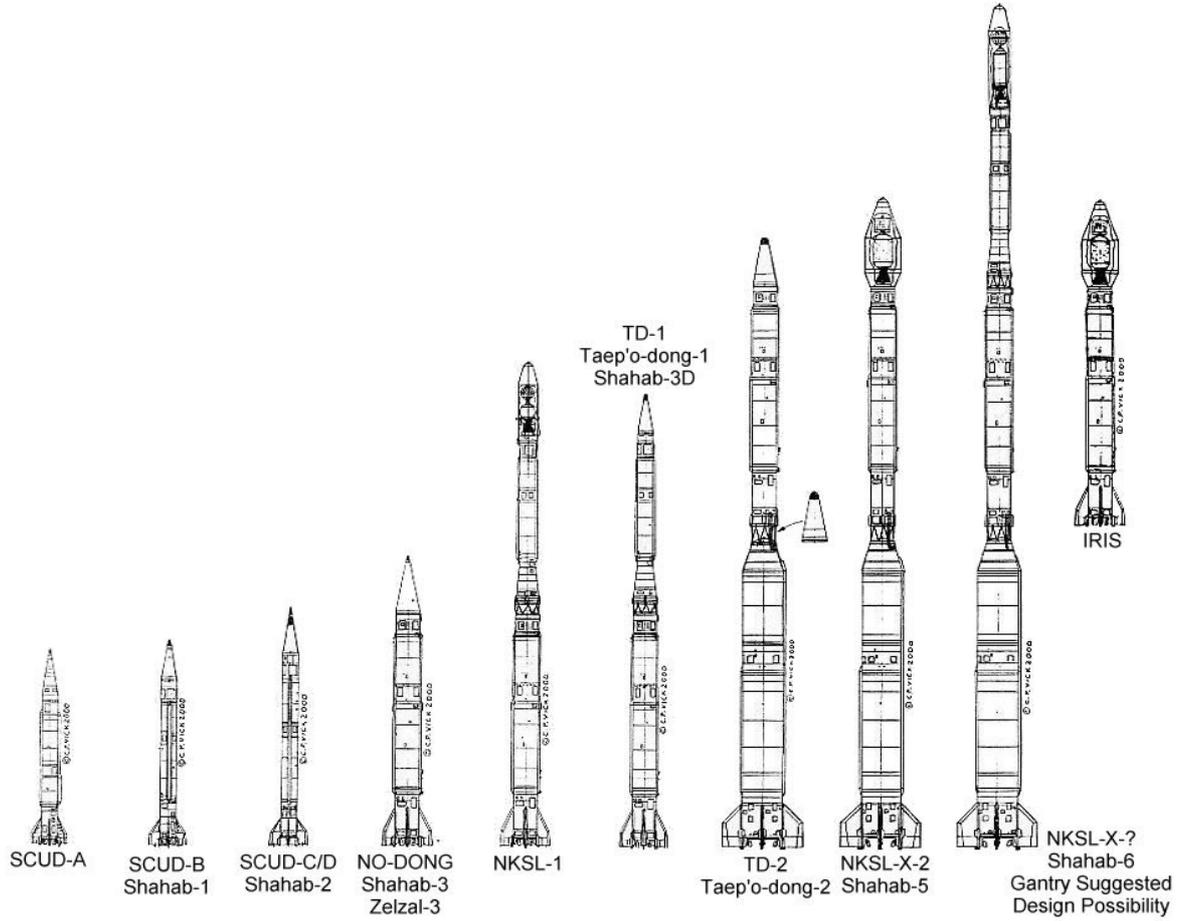
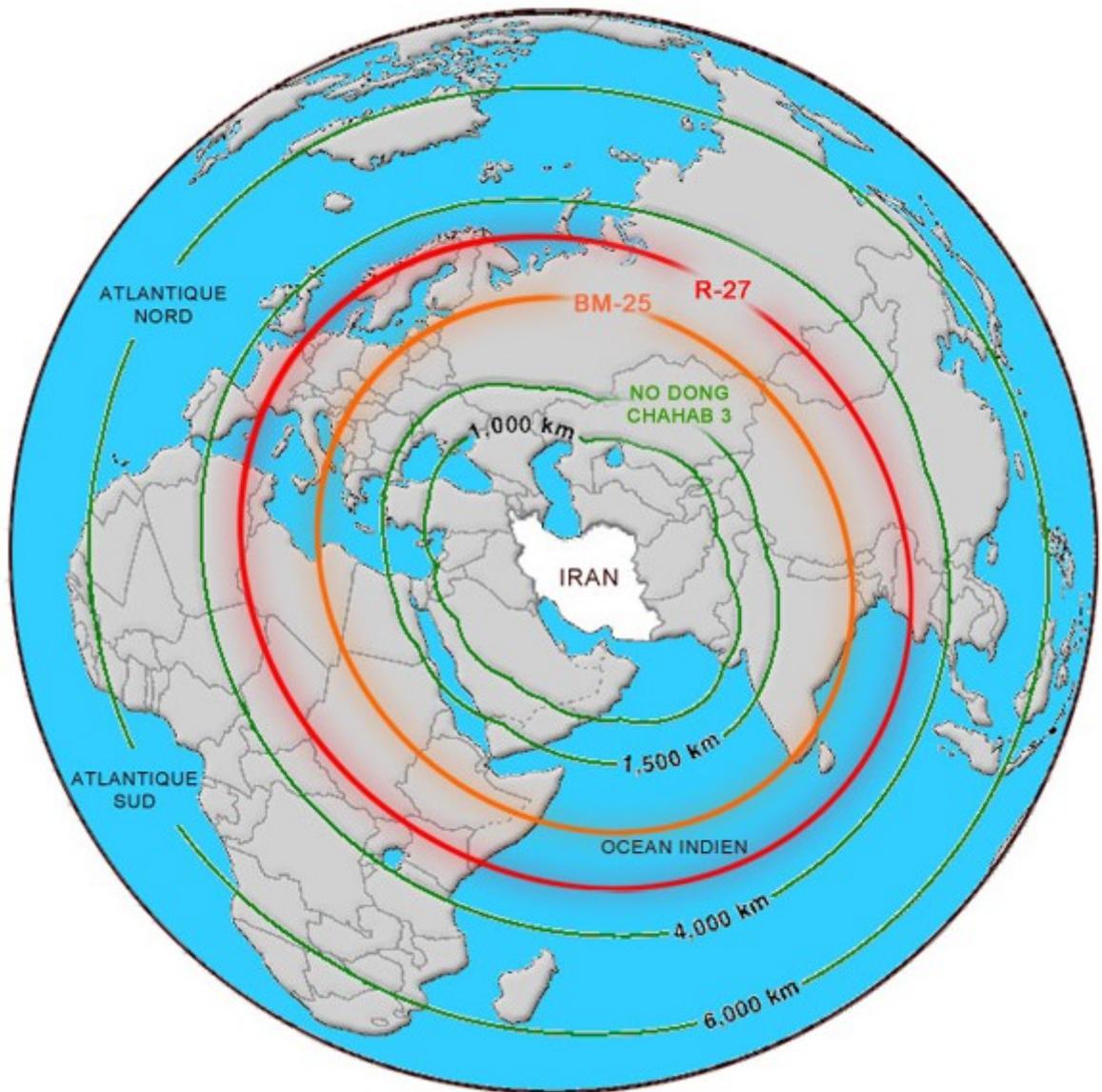


Figure 2

Portées de tir des missiles iraniens



ENSEIGNEMENTS

Confrontée à la menace réelle d'une intervention étrangère sur son territoire, en raison du développement de son programme nucléaire militaire, l'Iran, se prépare à riposter à sa façon contre d'éventuels agresseurs.

En dehors de la mise en condition de son armée en vue d'un conflit à caractère défensif puis insurrectionnel après l'occupation probable d'une partie de son territoire, Téhéran prépare discrètement des actions de rétorsion à l'étranger, depuis de longues années.

Le Hezbollah, qui est son bras armé pour ses opérations outre-mer, bénéficie déjà de nombreuses infrastructures à travers le monde qui sont autant de points d'appui pour le déclenchement d'actions futures.

Enfin, Téhéran, grâce à ses services secrets et aux Pasdarans est apte à déclencher une vague d'attentats terroristes de par le monde si le besoin s'en fait sentir. Ces activistes dont une partie serait dirigée par Imad Fayezi Mugniyah, à la différence de nombreux militants d'Al-Qaida, sont de véritables professionnels de la guerre secrète qui peuvent exécuter des opérations très sophistiquées tout en faisant endosser la responsabilité de leurs actions à d'autres.

Dans ce but, Téhéran attribue une aide financière généreuse à de nombreux mouvements islamiques subversifs¹² chiites ou sunnites, non seulement au Moyen-Orient, mais aussi dans les Balkans et en Afrique.

Ayant bien compris que le combat contre les démocraties se place aussi sur le plan psychologique, des organisations humanitaires que l'Iran finance ont reçu pour tâche de gagner le cœur des populations musulmanes en leur octroyant aide et secours que les régimes politiques locaux sont bien incapables de prodiguer, soit par manque de moyens, soit en raison de la corruption qui est de mise au sein des classes dirigeantes. Cette aide est accompagnée d'une très importante opération de propagande et d'endoctrinement. Le pire, c'est que l'Occident finance ces actions qui sont destinées à le détruire en achetant du pétrole iranien qui est aujourd'hui indispensable à la bonne marche de l'économie mondiale.

En Irak, Téhéran, mène une politique ambiguë. Officiellement, l'Iran soutient l'idée d'un gouvernement dominé par les chiites ; secrètement, il s'efforce de diminuer le soutien populaire et militaire dont peuvent bénéficier les Etats-Unis tout en n'excluant pas l'hypothèse, si le besoin s'en fait sentir, d'un soulèvement général dirigé contre les forces de la coalition emmenées par Washington.

Le ministère des Affaires étrangères iranien a pour mission de rassembler un maximum de pays qui peuvent soutenir la position de Téhéran, notamment sur le problème

¹² Le budget alloué au Hezbollah est estimé à 100 millions de dollars. Cette somme pourrait être augmentée de manière significative de manière à participer à l'effort de reconstruction du Liban de manière à s'attirer un peu plus la sympathie de la population.

du nucléaire (la Russie et la Chine, membres du conseil de sécurité de l'ONU sont particulièrement visées). Les membres du « D8 », organisation qui regroupe l'Iran, l'Égypte, l'Indonésie, le Pakistan, la Turquie, le Bangladesh, le Nigeria et la Malaisie, sont aussi actuellement courtisés. Premier résultat positif pour l'Iran : l'Indonésie, le pays qui compte le plus de musulmans au monde, s'est rangé aux côtés de Téhéran.

Tous ces préparatifs guerriers sont destinés à dissuader les Occidentaux en général et les États-Unis et Israël en particulier, de déclencher une offensive d'envergure contre le pays. Étant donnée la situation qui prévaut actuellement au Proche-Orient, il est probable que cette politique sera couronnée de succès. De plus, elle apporte à Téhéran une recrudescence de prestige dans le monde arabo-musulman. En effet, l'Iran se présente aujourd'hui en principal défenseur de l'Islam au détriment de l'Arabie saoudite et d'Oussama Ben Laden. Jouant sur le sentiment nationaliste de la population iranienne, le pouvoir des mollahs qui, en fin de compte, n'est sérieusement menacé que de l'intérieur par les factions séparatistes et les intellectuels, va pouvoir perdurer dans l'avenir.

Alain Rodier
Janvier 2007



ANNEXES

Annexe 1 : Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah.

Annexe 2 : Imad Fayez Mugniyah, agent « action » de Téhéran.

Annexe 3 : Les camps d'entraînement terroristes en Iran.

ANNEXE 1

Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah

Depuis le 12 juillet 2006, début du déclenchement des hostilités entre le Hezbollah (le Parti de Dieu) et Israël, le Cheikh Hassan Nasrallah défraye la chronique. En effet, le secrétaire général du Hezbollah est devenu « l'homme à abattre » pour l'Etat hébreu. Sa maison et son QG, situés dans le sud de Beyrouth, ont été détruits par l'aviation israélienne. Cuisant échec puisque le leader du mouvement chiite libanais est toujours en vie et totalement opérationnel, n'hésitant pas à apparaître à la télévision après chaque frappe, une manière de narguer Israël. Sa notoriété est maintenant telle qu'il éclipse, dans une certaine mesure, l'homme le plus recherché de la planète : Oussama Ben Laden.

Qui est-il ?

Nasrallah est né en 1960 à Bazouriyé au Liban sud au sein d'une famille modeste (il est l'aîné de neuf enfants), son père étant un simple marchand de légumes. Il s'installe avec les siens à Beyrouth dans les années 1970. Musulman pratiquant mais pas jugé comme radical¹³, il a pour modèle Moussa Sadr, fondateur du « Mouvement pour les déshérités » qui est le noyau de l'organisation Amal (espoir) dans laquelle il milite activement dès 1975.

De 1976 à 1978, il effectue des études religieuses au séminaire chiite de Hawze, à Nadjaf en Irak. C'est là qu'il rencontre Mohamed Sadiq al-Sadr, le père de Moqtada al-Sadr et l'ayatollah Khomeini. Il fait également la connaissance de l'ayatollah Ali al-Sistani, le leader chiite irakien actuel. Ces deux années de formation sont cruciales pour comprendre sa pensée actuelle. Elles expliquent notamment pourquoi des activistes du Hezbollah sont venus former les miliciens de l'Armée du Medhi dirigée par Moqtada al-Sadr.

De retour au Liban, il continue à militer au sein du mouvement chiite *Amal* jusqu'à la scission, en 1982, d'un petit groupe radical islamique dont il fait partie, qui deviendra en 1984 le Hezbollah.

Très discrètement, il suit une formation militaire en Corée du Nord en 1989-1990. Il effectue également plusieurs stages en Iran dont l'un d'eux l'amène à séjourner à Qom.

En 1992, Abbas Moussaoui, le secrétaire général du Hezbollah, est tué par des

¹³ Il est considéré comme l'un des descendants du Prophète Mahomet et à ce titre, il arbore le turban noir qui les caractérise.

hélicoptères armés israéliens. Nasrallah lui succède officiellement en 1993. Il réorganise le mouvement en lui inculquant des principes de tactique militaire et surtout, le « culte du secret » qui semblent aujourd'hui faire leurs preuves. Il développe l'infrastructure du mouvement à l'étranger, surtout destinée à obtenir des fonds et à former des recrues en toute sécurité. C'est ainsi que le Hezbollah s'est implanté, sous couverture de communautés religieuses, dans la « Région des trois frontières » (Argentine, Brésil, Paraguay) en Amérique latine. En 2001, des rumeurs ont couru sur la présence éventuelle d'activistes du mouvement en Colombie dans la zone franche de Maicao, dans le département de La Guajira frontalier du Venezuela. Il possède également des infrastructures au Canada¹⁴, en Afrique et en Europe, particulièrement en Suisse et aux îles Canaries. Bien sûr, le Hezbollah est aussi très présent en Syrie, en Jordanie, en Arabie saoudite et en Irak.

Sa première grande victoire a lieu le 24 mai 2000, lorsque les Israéliens se retirent du Liban sud, zone tampon qu'ils occupaient depuis 22 ans. Pour les Libanais, toutes confessions confondues¹⁵, ce sont les attaques orchestrées par le Hezbollah contre Tsahal et l'Armée du Liban Sud (ALS) qui ont causé la « première défaite de l'Histoire » de l'Etat hébreu. Peu après, Nasrallah noue une alliance stratégique avec les mouvements palestiniens sunnites *Hamas* et *Djihad Islamique*.

Conscient que le combat doit également se dérouler sur un plan médiatique, il crée en septembre 2000 la chaîne de télévision *Al-Manar* qui émet par satellite depuis Beyrouth - et que les Israéliens n'ont pas réussi à faire taire au cours de l'été 2006 malgré les bombardements. Le Hezbollah possède également plusieurs journaux et chaînes de radio.

Parallèlement à la lutte armée, le cheikh Nasrallah intègre le *Hezbollah* à la vie politique libanaise. Pour cela, il s'est « réconcilié » avec le mouvement *Amal*. Ainsi, aujourd'hui, le *Hezbollah* compte onze députés au Parlement libanais ainsi que deux ministres au sein du gouvernement.

Portrait psychologique

Comme le rapportait un témoignage recueilli dans le journal *Le Monde* du 18 octobre 2000, Nasrallah est « le dirigeant et le père, l'ami attentif, mais surtout d'une sincérité et d'une franchise jamais prise en défaut. Il ne dit que ce qu'il pense, et fait systématiquement ce qu'il dit ». Même les Israéliens prennent très au sérieux ses déclarations car ils considèrent qu'il n'est pas du genre à véhiculer de fausses informations.

Marié et père de quatre enfants, son fils aîné - à peine âgé de 18 ans - a été tué en septembre 1997, lors d'un accrochage avec Tsahal au Liban Sud. Il admit par la suite avoir pleuré cette perte tout en se disant fier d'avoir eu un fils tombé en « martyr ». Il ajoutera qu'il « peut enfin regarder dans les yeux les parents qui ont perdu un enfant au combat ».

Calme, patient, attentionné pour ses hommes, ayant le goût du secret mais sachant communiquer via les médias quand le besoin s'en fait sentir, c'est un chef charismatique qui sait allier l'action militaire à l'action politique. A titre d'exemple, il a soutenu la « révolution du cèdre » après la mort brutale de Rafik Hariri, ce qui ne l'empêche pas de parler de Bashar el-Assad comme de son « parrain ». Auparavant, il avait condamné les Taliban après les

¹⁴ Ali Adham Amhaz y serait son représentant personnel pour le continent nord-américain.

¹⁵ Aujourd'hui, 80% des chrétiens, 80% des Druzes et 90% des sunnites libanais soutiennent le Hezbollah.

attaques du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis. C'est bien là le signe d'un sens aigu de l'opportuniste politique.

Liens avec Téhéran

Hassan Nashallah est soutenu par Ali Khamenei, le guide suprême de la révolution iranienne. Il est même invité à participer aux réunions du Haut conseil de la sécurité nationale iranienne lorsque la situation libanaise est à l'ordre du jour. Depuis de longues années, l'Iran fournit des fonds - entre 10 et 20 millions de dollars par mois selon les sources - et des armes au Hezbollah. Jusqu'au départ des Syriens du Liban, des avions cargo iraniens débarquaient ces armes sur l'aéroport international de Damas et de là, elles étaient acheminées vers leur destinataire via la vallée de la Bekaa.

Une représentation officielle du Hezbollah est présente à Téhéran qui reconnaît pour sa part entretenir avec ce mouvement les mêmes relations qui existent entre les Etats-Unis et Israël.

Cependant, Nasrallah tient à marquer sa différence avec le régime iranien car son objectif est avant tout nationaliste. Il souhaite l'établissement d'un Liban (ou d'une partie du Liban) islamique. Par contre, comme Téhéran, il veut voir Israël « rayé de la carte ». On ne peut donc prétendre qu'il n'est qu'un « pantin » de la révolution iranienne. Par contre, il est un de ses atouts majeurs dans la région. Il est donc logique d'imaginer que Téhéran lui a peut-être demandé de détourner un peu l'attention que porte le Conseil de sécurité en général, et les Etats-Unis en particulier, au programme nucléaire actuellement en développement en Iran.

Relations avec Al-Qaida

Nasrallah déclarait en 2002 : « nous n'avons jamais eu de lien avec Al-Qaida, ni dans le passé, ni actuellement, non pas pour des raisons religieuses ou idéologiques, mais pour des raisons de priorité politiques. (...) Dire que le Hezbollah est chiite et Al-Qaida sunnite et que, pour cette raison, il ne saurait y avoir de relations entre eux est faux ». En effet, comme cela l'a été dit plus haut, le Hezbollah coopère avec des organisations sunnites palestiniennes. Ces affirmations semblent vraies car, jusqu'à aujourd'hui, le Hezbollah, comme les mouvements palestiniens, ont toujours refusé la présence de membres d'Al-Qaida dans les zones où ils opèrent. Même Al-Zarqawi qui souhaitait élargir sa sphère d'influence a été fermement rejeté. Il en a terriblement voulu à Nasrallah et c'est ainsi qu'une de ses dernières déclarations faites avant qu'il ne soit tué par les Américains en Irak a été pour condamner le Hezbollah et ses responsables. Par le passé, certains activistes d'Al-Qaida qui tentaient de passer outre ont été neutralisés ; soit ils ont été livrés aux autorités policières libanaises, soit ils ont été purement et simplement éliminés.

Grâce à la détermination dont le Hezbollah fait actuellement preuve au Liban, son chef Hassan Nasrallah est en train de concurrencer directement Oussama Ben Laden sur la scène internationale en tant que défenseur des droits des musulmans. En effet, s'il n'a pas à son actif les milliers de morts occasionnés lors d'attentats orchestrés aux quatre coins de la planète par la nébuleuse Al-Qaida, il ne s'est pas contenté d'attaquer des civils innocents. En 1992, il a commandité l'attentat contre l'ambassade d'Israël en Argentine - causant la mort de

29 personnes – puis en 1994 contre le centre juif de Buenos Aires.

Surtout, il est le seul à avoir vaincu « les Juifs » au Liban Sud en 2000. De plus, ses hommes, s'ils s'en prennent également à des civils, puisque les roquettes tombent à l'aveuglette sur le nord d'Israël, tuant même des Israéliens arabes - sans parler des attentats suicides - n'hésitent pas non plus à attaquer directement Tsahal. Et ses succès sont nombreux.

Ainsi, le 29 janvier 2004, il réussit à faire libérer 436 prisonniers en échange d'un colonel de réserve israélien et des dépouilles de trois soldats. Aujourd'hui, les hezbollahis font preuve d'une capacité à résister aux assauts israéliens qui étonne et qui est admirée par la majorité des populations arabo-musulmanes, même si la tactique employée consiste à s'abriter derrière les populations civiles pour commettre leurs méfaits.

Al-Qaida a tenté de reprendre l'initiative, lors d'une déclaration du 27 juillet 2006 du docteur Ayman Al-Zawahiri qui proclamait : « la guerre avec Israël n'est pas basée sur un accord ou un conflit frontalier [...] C'est le Djihad au nom d'Allah, pour libérer tous les Palestiniens de l'occupation et pour chasser les croisés de toutes les maisons de l'Islam. Le monde entier est notre terrain de bataille ». Il est d'ailleurs très probable que la nébuleuse d'Oussama Ben Laden va tenter quelques opérations spectaculaires afin de ne pas se laisser dépasser par la renaissance de l'influence chiite. En effet, de nombreux sunnites commencent à soutenir ouvertement Hassan Nasrallah et ne comprennent plus pourquoi les activistes pilotés par *Al-Qaidas'* en prennent aux chiites en Irak.

Enfin, suivant l'évolution de la situation au Liban, le Hezbollah peut très bien déclencher des attentats à l'étranger contre les intérêts israéliens et américains. Il l'a déjà fait par le passé comme en Argentine et en Arabie saoudite, en 1996, où il a organisé les explosions contre les tours al-Khobar (cet attentat a été attribué un temps à Al-Qaida).

L'enjeu de ce que l'on peut désormais qualifier de conflit libanais ne se limite pas à la région. Un peu comme ce qui se passait entre les Etats-Unis et l'URSS du temps de la Guerre froide, il semble que Washington et Téhéran se servent des Israéliens et du Hezbollah pour s'affronter indirectement. Si la supériorité militaire est du côté des américano-israéliens, le Hezbollah soutenu par Téhéran est indubitablement en train de gagner la guerre médiatique qui conditionne à terme l'opinion publique mondiale.

ANNEXE 2

Imad Favez Mugniyah, agent « action » de Téhéran

Bien avant Oussama Ben Laden, le Libanais de confession chiite Imad Favez Mugniyah faisait partie des terroristes les plus recherchés par le FBI. Sa tête est mise à prix pour la somme de 25 millions de dollars comme pour Ben Laden. Il faut dire que cet individu défraye la chronique du terrorisme international depuis plus de 25 ans. Bien que recherché par les services américains, israéliens et français, il a toujours réussi à leur échapper. Son épouse et ses cinq enfants seraient réfugiés en Iran et il naviguerait entre Téhéran, la Syrie et le Liban. Pour mener à bien ses missions à l'étranger, il utiliserait entre autres, des vrais-faux passeports (dont certains diplomatiques) iraniens et syriens.

Imad Favez Mugniyah serait né le 7 décembre 1962 à Taïr Dibba au Sud-Liban dans la famille d'un dignitaire religieux chiite. Cependant, on ne connaît pas grand-chose de son état-civil car il a pris soin d'effacer un maximum de détails. Ainsi, aucun document officiel ne fait état de son identité au Liban. C'est d'ailleurs cette discrétion (d'où son surnom « le renard ») qui fait sa force. N'étant jamais apparu sur une chaîne de télévision, les services occidentaux ne possèderaient de lui que des photos très anciennes. Depuis, il aurait subi des opérations de chirurgie esthétique afin de changer d'apparence. Il n'est même pas totalement sûr qu'il soit libanais. Certaines sources pensent qu'il est iranien et que sa nationalité libanaise est une légende montée de toutes pièces par les services secrets iraniens qui souhaitaient, dans les années 1980, infiltrer l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Ces mêmes sources pensent qu'il serait né en 1958 et non en 1962.

Sa carrière

Il débute officiellement sa carrière d'activiste au sein du Fatah, vraisemblablement en 1980-81 ; il n'a alors théoriquement que 18 ans. Mais ses compétences lui font rejoindre la fameuse « Force 17 » chargée de la protection de Yasser Arafat. Il suit différents stages de formation en Iran entre 1980 et 1982¹⁶.

Lorsqu'à la suite de la première guerre du Liban, la direction du Fatah est obligée de fuir le pays, Mugniyah abandonne le Fatah et rejoint les rangs d'activistes chiites qui formeront ensuite le Hezbollah en 1983. Il fait partie de la garde rapprochée du Cheikh Mohammed Hussein Fadlallah, autorité religieuse qui, après avoir dirigé ce mouvement, en deviendra le leader spirituel en 1987. Au cours de ces premières années de militantisme, sa spécialisation est la protection rapprochée. Cependant, ses fonctions vont rapidement

¹⁶ Mais s'il est un agent iranien né en 1958, il est fort probable qu'il ait été formé à la vie clandestine dès la prise de pouvoir par l'ayatollah Khomeini en 1979.

évoluer. A partir de 1982, il semble être lié à de nombreuses actions terroristes montées que par des professionnels.

Le 11 novembre 1982, il est soupçonné par la CIA d'avoir participé à la logistique de la première attaque suicide dirigée contre le QG des forces israéliennes installé à Tyr. Le bilan est lourd : 141 tués, dont le kamikaze Ahmad Qassir qui deviendra le symbole du martyr pour les générations futures.

Le 18 avril 1983, une voiture piégée explose devant l'ambassade américaine au Liban faisant 64 morts. A Beyrouth, le 23 octobre, des kamikazes conduisant des camions chargés d'explosifs s'en prennent à l'immeuble Drakkar qui abrite la compagnie du capitaine Thomas du 1^{er} RCP (58 soldats français sont tués) et à un casernement de Marines américains (241 victimes américaine). Mugniyah aurait joué un rôle (non défini) dans ces opérations terroristes d'envergure.

A la même période, il participe aussi à de nombreux enlèvements au Liban dont celui, en mars 1984, de William Francis Buckley, le chef de station de la CIA à Beyrouth qui sera interrogé sous la torture avant de décéder quinze mois plus tard d'une pneumonie vraisemblablement due aux mauvais traitements auxquels il a été soumis.

En janvier 1985, deux sous-officiers français appartenant aux services de renseignement sont assassinés par balles à Beyrouth, vraisemblablement sur ordre de Mugniyah (un officier traitant de la DGSE sera assassiné ultérieurement mais, ni les commanditaires ni les exécutants n'ont pu être formellement identifiés).

La même année, il dirige personnellement le détournement du vol TWA 847 Rome-Athènes au cours duquel Robert Stehem, un marin américain est violemment battu avant d'être assassiné. C'est à partir de cet instant que sa tête est mise à prix par le FBI.

Il est peut-être également impliqué dans la campagne d'attentats qui a lieu à Paris en 1985-86 au cours de laquelle 10 personnes ont été tuées et 40 autres blessées.

A partir de 1988, il supervise l'aide apportée par le Hezbollah aux mouvements palestiniens Hamas et Djihad islamique. A ce titre, il apporte une aide logistique et organise des stages d'instruction en Iran au profit d'activistes membres de ces organisations.

Le 17 mars 1992, il dirige les attentats contre l'ambassade d'Israël en Argentine (29 morts et 220 blessés), puis le 18 juillet 1994, les attaques menées par des kamikazes contre l'Association mutuelle argentino-israélienne à Buenos Aires (86 morts et 220 blessés). Un des kamikazes sera identifié des années plus tard. Il s'agit d'Ibrahim Hussein Berro, un Libanais membre du Hezbollah qui avait séjourné précédemment dans la « Région des trois frontières » (Argentine, Brésil, Paraguay). A la suite de ces attentats, la cour suprême argentine lance un mandat d'arrêt international contre lui. Les 27 et 28 juillet de la même année, des attentats ont lieu à Londres contre l'ambassade d'Israël et le siège d'organisations juives (20 blessés). Depuis, les Israéliens tentent vainement de le neutraliser.

Au milieu des années 90, il aurait rencontré Oussama Ben Laden alors que ce dernier était en exil au Soudan. C'est lui qui aurait négocié l'entraînement (payant) de militants d'*Al-Qaida* aux techniques d'attentats suicide. Cette formation aurait été dispensée au Liban dans la plaine de la Bekaa.

Le 13 novembre 1995, les intérêts américains en Arabie saoudite sont visés lorsqu'un centre d'entraînement de la Garde nationale est la cible d'un attentat occasionnant la mort de sept personnes dont cinq Américains. Cette opération est suivie le 25 juin 1996 par l'attentat contre les tours d'Al-Khobar, près de Dahrhan, qui cause la mort de 19 militaires américains. Le nom de Mugniyah est également cité comme un des responsables de ces actions

terroristes revendiquées entre autres par le « Hezbollah du Golfe ».

En 2003-2004, il aurait été vu en Irak aux côtés de Moktada Al-Sadr, le leader de l'Armée du Medhi qui est soutenue en coulisses par Téhéran.

En janvier 2006, Mugniyah aurait accompagné le président Ahmadinejad en visite officielle en Syrie. Non seulement les deux hommes rencontrent le président syrien Bashar al-Assad, mais surtout une réunion discrète a lieu avec les leaders des principaux mouvements palestiniens que le nouveau pouvoir en place à Téhéran a décidé de soutenir encore plus intensément que par le passé, en particulier sur le plan financier. Et pourtant, ces mouvements sont soit sunnites, soit d'idéologie marxiste ! Mugniyah dont la présence a été signalée à plusieurs reprises en Cisjordanie joue depuis des années un rôle de tout premier plan dans l'aide apportée par Téhéran aux activistes palestiniens. Une rumeur fait état de la mise au point, lors de cette réunion, des enlèvements des soldats israéliens dans la bande de Gaza et au sud de l'Etat d'Israël, actions coordonnées qui conduiront à la deuxième guerre du Liban en juillet/août 2006. L'objectif de Téhéran était de provoquer une insurrection générale au Moyen-Orient et d'écarter par là, tout risque d'intervention étrangère sur son territoire. Le rôle qu'il joue durant ce conflit reste aujourd'hui inconnu, mais il semble qu'il n'ait pas participé directement (ou indirectement) aux combats, étant gardé en réserve pour consolider les implantations du Hezbollah à l'étranger. Néanmoins, il aurait assisté en août à une réunion à Damas entre le cheikh Nasrallah et des responsables iraniens et syriens.

Sa position actuelle

Sa position actuelle est difficile à définir avec précision car il a un pied au sein du Hezbollah et un pied en Iran. Il dirige la branche renseignement et opérations spéciales du Hezbollah, baptisée Appareil de sécurité spéciale – ASS – (*Jihaz al-Amn al-Khas*). A ce titre, il est chargé des opérations extérieures du mouvement chiite libanais et ne rendrait compte de ses activités qu'à son secrétaire général : Hassan Nasrallah. Il est à noter que l'ASS est placé sous la tutelle du VEVAK iranien.

Depuis le 6^e congrès du Hezbollah qui s'est tenu en juillet 2001, certaines sources font état de son changement d'identité. En plus de ses missions habituelles, il serait désormais chargé du contre-espionnage sous le nom de Jawed Nourredine.

En Iran, il serait un responsable de la force Al-Qods des Pasdarans dirigée par le général Qassim Suleimani, mais il entretiendrait également des liens étroits avec le VEVAK. En fait, il prendrait directement ses ordres auprès du guide suprême de la révolution iranienne, l'Ayatollah Khamenei.

Théoriquement aujourd'hui âgé de 44 ans, Mugniyah est un responsable opérationnel expérimenté de haut niveau, totalement inféodé à Téhéran. Il figure toujours en tête de liste des personnes recherchées par les services spéciaux occidentaux en premier rang desquels le Mossad, la CIA et la DGSE. Ses capacités de nuisance sont considérables car il s'appuie sur les structures clandestines très professionnelles du Hezbollah implantées au Proche-Orient, en Afrique (particulièrement en Libye), en Europe (des cellules ont été formellement identifiées en Suisse et en Espagne), sur le continent américain (Canada, Etats-Unis, Colombie, Paraguay, Venezuela, etc.) et même en Asie. Si l'ordre lui en est donné, il peut mener à tout moment des opérations terroristes d'envergure dirigées contre les intérêts israéliens et occidentaux. En conséquence, il représente aujourd'hui une menace de tout

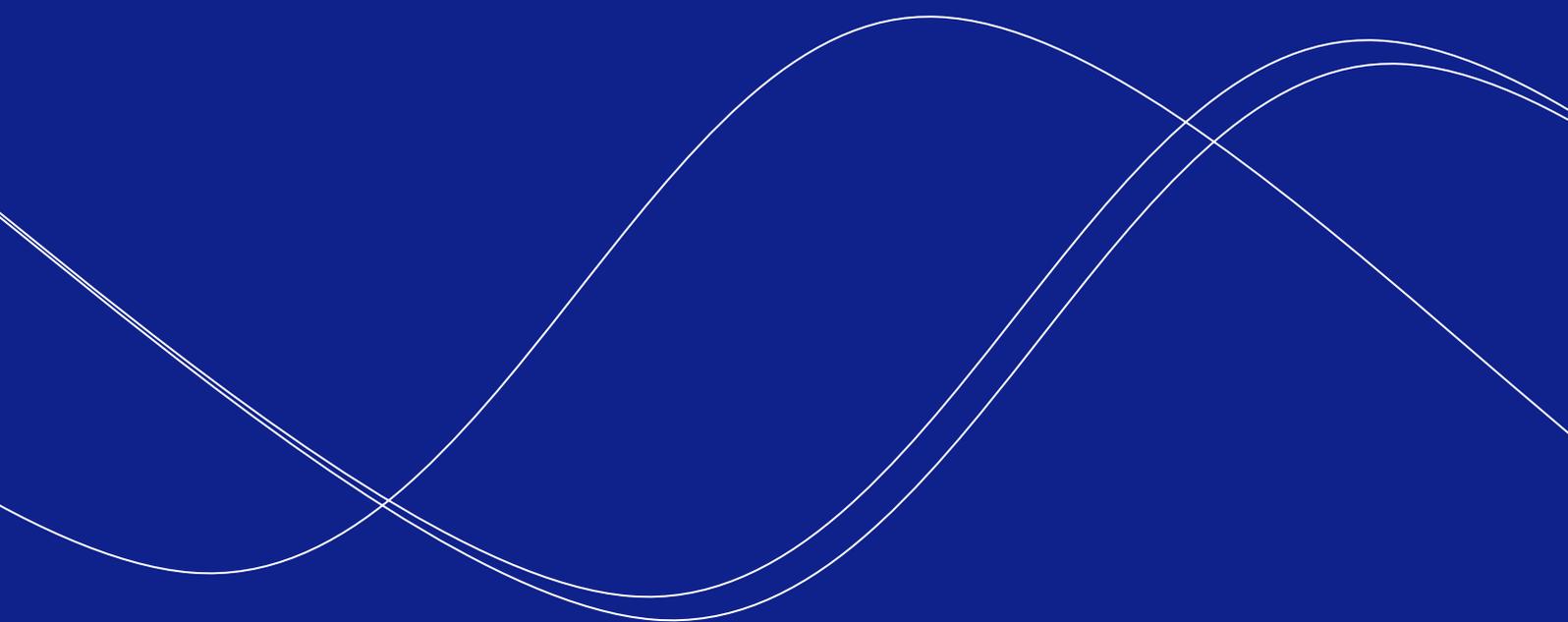
premier ordre qui dépasse même celle que peuvent constituer les réseaux de la nébuleuse créée par Oussama Ben Laden sans compter qu'une coopération entre les deux structures n'est pas impossible.

ANNEXE 3

Les camps d'entraînement terroristes en Iran

Selon un membre des gardiens de la révolution qui a fait défection début 2006, la force Al-Qods gèrerait une vingtaine de camps d'entraînement dont la mission est de former de futurs terroristes :

- camp de l'Imam Ali, Tajrish Square, à Téhéran,
 - camp de Bahonar, Chalous Street, situé à proximité du barrage de Karj,
 - camp d'Ali-Abad à Qom, à proximité de l'autoroute Téhéran-Qom,
 - camp Mostafa Khomeini, dans le quartier d'Eshrat-Abad, Téhéran,
 - camp Crate, situé à 40 km de l'autoroute Ahwaz-Mahshar,
 - camp Fateh Qani-Hosseini situé entre Téhéran et Qom,
 - camp Qayour Asil, à 30 km de l'autoroute Ahwaz-Khoramchar,
 - camp Abouzar, Ahwaz, dans le district de Qaleh-Shahin,
 - camp du Hezbollah, situé à Varamin, à l'est de Téhéran,
 - camp d'Ezeh,
 - camp Amir-ol-Momenin, à Ban-Roushan, dans la province d'Illam,
 - camp Kothar, Dezful Street, à Shoushtar, dans la province du Khuzestan,
 - camp de l'Imam Sadeq, à Qom,
 - camp Lavizan, au nord-est de Téhéran,
 - camp Abyek, à l'ouest de Téhéran,
 - camp Dervich, situé à 18 km de l'autoroute Ahwaz-Mahshar,
 - camp Qazanchi, au centre du triangle Ravansar-Kermanshah-Kamyaran,
 - université Beit-ol-Moqaddas, à Qom,
 - école Navab Safavi, à Ahwaz,
 - camp Nahavand, situé à 45 km de Nahavand, dans l'ouest de l'Iran.
-



Centre Français de Recherche sur le Renseignement

17 Square Edouard VII, 75009 Paris - France

Tél. : 33 1 53 43 92 44 Fax : 33 1 53 43 92 92 www.cf2r.org

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

SIRET n° 453 441 602 000 19